

DOCUMENT DE TRAVAIL PORTANT SUR

L'ANALYSE SECTORIELLE DE L'ÉCONOMIE
LUXEMBOURGEOISE

JUIN 2013

Nace B - Industries extractives	6
Nace C - Industries manufacturières	27
Industries alimentaires; fabrication de boissons et de produits à base de tabac (divisions 10, 11, 12)	30
Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, du cuir et de la chaussure (Division 13)	34
Travail du bois et du papier, imprimerie et reproduction (Division 16)	38
Industrie chimique (division 20)	42
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique et autres produits minéraux non métalliques (divisions 22, 23)	46
Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements (division 24)	50
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (division 26)	54
Fabrication d'équipements électriques (Division 27)	59
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	63
Industrie automobile et construction navale (divisions 29, 30)	67
Fabrication de meubles, bijouterie, instruments de musique, jouets, réparation et installation de machines et équipements (Divisions 31, 32, 33)	71
Nace D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (Division 35)	77
Nace E - Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	79
Captage, traitement et distribution d'eau (classe 36)	80
Collecte et traitement des eaux usées, gestion des déchets, dépollution (classe 37, 38, 39)	81
NACE F - Construction	83
Nace G - Commerce de gros, de détail et automobile et réparations	88
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (classe 45)	89
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et motocycles (classe 46)	97
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	98
Nace H - Transport et entreposage	103
Transports terrestres et transport par conduites (classe 49)	104
Transports par eau (classe 50) :	109
Transports aériens (classe 51) :	111
Entreposage et services auxiliaires des transports (classe 52)	113
Activités de poste et de courrier (classe 53)	116
Nace I - Hébergement et restauration (classes 55, 56)	117
Nace J - Information et communication (classes 58, 59, 60, 61, 62, 63)	122
Édition (classe 58)	124
Activités cinématographique, vidéo, production de programmes de télévision, activités de programmation et de diffusion	127

Télécommunications (classe 61) _____	131
Programmation, conseil en informatique et autres services d'information (classes 62, 63) _____	137
Nace K - Activités financières et d'assurance (classes 64, 65, 66) _____	142
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite (classe 64) _____	143
Assurance (classe 65) _____	147
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance (classe 66) _____	152
Nace L - Activités immobilières (classe 68) _____	157
Nace M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques (classes 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75) _____	162
Activités juridiques et comptables; activités des sièges sociaux; conseil de gestion (classes 69, 70) _____	163
Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques (classe 71) _____	168
Recherche-développement scientifique (classe 72) _____	171
Publicité et études de marché (classe 73) _____	177
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités vétérinaires (classe 74, 75) _____	182
Nace N - Activités de services administratifs et de soutien _____	187
Activités de location et location-bail (classe 77) _____	192
Activités liées à l'emploi (classe 78) _____	193
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités (classe 79) _____	194
Enquêtes et sécurité, activités administratives, services et aménagement paysager (classes 80, 81, 82) _____	194

NACE B - INDUSTRIES EXTRACTIVES

INDUSTRIES EXTRACTIVES :

Les industries extractives comprennent l'extraction de produits minéraux trouvés à l'état naturel sous forme solide (houille et minerais), liquide (pétrole) ou gazeuse (gaz naturel). L'extraction peut se faire de différentes manières: sous terre, en surface, par le creusement de puits ou par l'exploitation minière des fonds marins, notamment.

Cette section comprend les opérations supplémentaires nécessaires à la préparation des matières brutes pour leur commercialisation, par exemple: concassage, broyage, nettoyage, séchage, triage, concentration des minerais, liquéfaction du gaz naturel et agglomération des combustibles solides. Ces opérations sont souvent réalisées par les unités qui pratiquent l'extraction et/ou sont situées à proximité du site.

Les activités minières sont classées en divisions, groupes et classes sur la base du principal minéral produit. Les divisions 05 et 06 concernent l'extraction de combustibles fossiles (houille, lignite, pétrole, gaz); les divisions 07 et 08 concernent l'extraction de minerais métalliques, de minéraux divers et de produits de carrière.

Certaines opérations techniques de cette section, notamment pour l'extraction d'hydrocarbures, peuvent être réalisées pour le compte de tiers par des unités spécialisées en tant qu'activités de service industrielles relevant de la division 09.

Il s'agit d'une activité relativement peu importante au Luxembourg avec 11 entreprises¹ environ 300 salariés.

Autres industries extractives → 11 entreprises

- Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise → 5 entreprises
- Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin → 6 entreprises

Branche d'activité (NACE) *	Total	sans salariés	1-4 salariés	5-19 salariés	20-49 salariés	50-249 salariés	250 et + salariés
B Industries extractives	11	1	2	4	2	2	0

Les niveaux de rentabilité, productivité, etc., sont difficilement comparables entre les pays, dans la mesure où cette branche d'activité est largement influencée par la présence ou non de ressources naturelles, notamment en matière d'hydrocarbures, gaz ...

¹ Janvier 2012

08.110 Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise Nombre d'entreprises : 5

* ETABLISSEMENT A POECKES SA	25, RUE PIERRE SCHILTZ	L-3786 TETANGE
EUROPEAN SCREENING LIMITED, SARL	3, RUE DE LA LOGE	L-1945 LUXEMBOURG
* LUX CONCASSAGE SARL	19, AVENUE DR GAASCH	L-4818 RODANGE
MANU CONCASSAGE, SARL	19, AVENUE DR GAASCH	L-4818 RODANGE
NATURSTEEN, SARL	10, RUE DU PONT	L-7245 BERELDANGE

08.120 Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin Nombre d'entreprises : 6

CALUMITE SA	ZONE INDUSTRIELLE	L-4149 ESCH-SUR-ALZETTE
CARRIERES FEIDT SA	ESCH-SCHIFFLANGE	L-2538 LUXEMBOURG
* CLOOS SA	3, RUE NICOLAS SIMMER	L-4024 ESCH-SUR-ALZETTE
* SABLIERE HEIN, SARL	33, RTE. DE BELVAL	L-5405 BECH-KLEINMACHER
SCHOTTERWERK MOERSDORF, SARL	1, QUAI DE LA MOSELLE	L-6691 MOERSDORF
VAGLIO LUX SA	3, RUE DE LA CARRIERE	L-2440 LUXEMBOURG
	116, RUE DE ROLLINGERGRUND	

			LU	BE	DE	FR	UE27	
CROISSANCE	Emploi	2011	-4,8 15/20	0,0 6/20	0,0 6/20	/ 20		
		2006/2011	-1,4 11/20	-1,3 10/20	-2,6 14/20	/ 20		
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-0,1 6/19	-2,1 13/19	-4,5 16/19	/ 19	
	Valeur ajoutée en valeur	2011	8,0 14/21	11,9 12/21	23,6 4/21	19,1 6/21	16,7	
		2006/2011	1,3 14/20	-1,1 17/20	6,0 7/20	5,2 9/20	3,6	
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	2,0 16/20	-0,1 19/20	2,6 15/20	3,4 14/20	4,6
Valeur ajoutée en volume	2011	-7,2 15/19	25,8 1/19	-8,0 17/19	-1,8 11/19	-5,1		
	2006/2011	-6,9 16/19	9,6 2/19	-1,1 11/19	-3,1 13/19	-2,5		
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-5,0 17/19	4,7 5/19	-4,3 15/19	-5,4 18/19	-2,6	
PRODUCTIVITE	Consommations intermédiaires (% de la production)	niveau 2011	52,1 14/19	71,0 19/19	52,0 13/19	54,8 16/19		
		2011	0,2 14/19	2,4 17/19	-4,5 2/19	-3,5 4/19		
		2006/2011	-1,4 10/18	13,9 18/18	-9,2 4/18	-10,7 3/18		
	Progression en points		2000/2011	0,2 12/18	14,8 17/18	-8,4 4/18	-6,7 5/18	
	Valeur ajoutée en valeur (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	117,8 5/19	114,8 6/19	86,7 9/19	/ 19		
		2011	13,5 9/19	11,9 10/19	23,6 6/19	/ 19		
	Progression annuelle moyenne (%)		2006/2011	2,8 14/19	0,2 17/19	8,8 8/19	/ 19	
	2000/2011		2,1 15/18	2,1 16/18	7,4 11/18	/ 18		
Valeur ajoutée en volume (milliers d'euros 2005 / emploi)	2011	-2,5 11/18	25,8 4/18	-8,0 14/18	/ 18			
	2006/2011	-5,6 15/18	11,0 3/18	1,6 9/18	/ 18			
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-4,9 17/17	6,9 5/17	0,2 11/17	/ 17		
TAUX DE REMUNERATIONS	Taux de fiscalité sur la production (% de la VA)	niveau 2011	0,3 8/18	1,4 13/18	-25,0 1/18	/ 18		
		2011	0,0 5/18	-0,5 2/18	5,3 16/18	/ 18		
		2006/2011	0,6 13/18	-4,2 1/18	16,7 18/18	/ 18		
	Progression en points		2000/2011	1,0 12/18	-4,2 3/18	57,0 18/18	/ 18	
	Taux de salaire (% de la VA)	niveau 2011	42,6 10/19	49,8 14/19	69,5 16/19	/ 19		
		2011	-3,5 6/19	-2,1 10/19	-16,2 1/19	/ 19		
		2006/2011	0,5 13/19	7,0 17/19	-22,8 1/19	/ 19		
	Progression en points		2000/2011	1,0 13/18	4,9 14/18	-56,0 2/18	/ 18	
	Taux de marge (% de la VA)	niveau 2011	57,1 10/18	48,8 14/18	55,5 11/18	/ 18		
		2011	3,6 5/18	2,6 9/18	10,9 2/18	/ 18		
2006/2011		-1,0 13/18	-2,8 14/18	6,1 6/18	/ 18			
Progression en points		2000/2011	-2,0 13/17	-0,7 10/17	-1,0 11/17	/ 17		
EBE / Emploi (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	67,3 5/18	56,0 6/18	48,1 7/18	/ 18			
	2011	11,7 5/18	8,6 8/18	16,8 4/18	/ 18			
	2006/2011	7,5 12/18	-2,6 15/18	20,0 5/18	/ 18			
Progression en milliers d'euros		2000/2011	11,7 12/17	10,7 13/17	25,8 6/17	/ 17		
IWT	Taux d'investissement (% de l'EBE)	niveau 2011	61,5 4/14	58,6 7/14	40,3 10/14	/ 14		
		2006/2011	64,4 5/14	60,3 6/14	52,3 9/14	/ 14		
	Moyenne		2000/2011	50,4 9/13	47,0 10/13	55,4 8/13	/ 13	

Pour chaque pays, la 1^{ère} colonne indique l'indicateur et la 2^{ème} le classement sur le nombre de pays dont les données sont disponibles/

Vert = classement dans le 1^{er} tiers

Orange = classement dans le 2^{ème} tiers

Rouge = classement dans le dernier tiers

Lorsqu'il n'est pas précisé pour un indicateur qu'il s'agit de niveau, il s'agit d'une croissance annuelle moyenne en %.

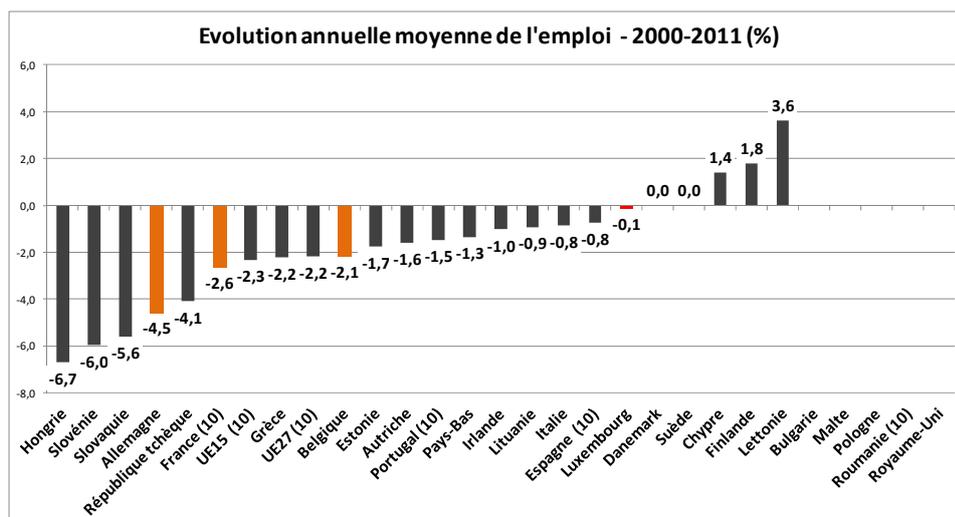
Lorsqu'il s'agit des taux de rémunération, ceux-ci sont exprimés en %.

Le niveau de productivité ainsi que d'EBE par emploi sont exprimés en milliers d'euros par emploi.

Evolution de la branche

Emploi

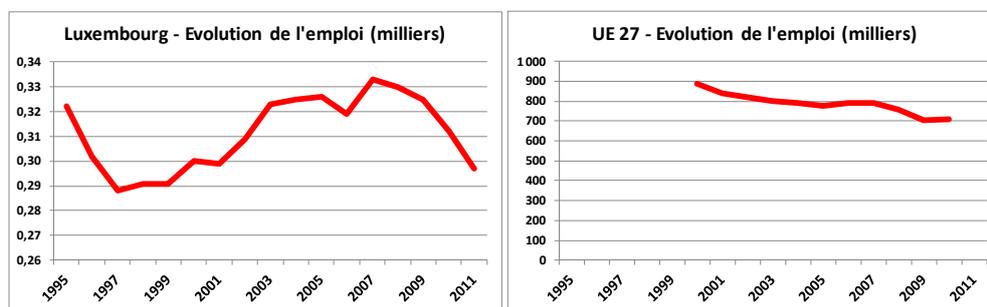
La presque totalité des pays pour lesquels des données sont disponibles a vu ses effectifs se réduire sur le long terme. Avec une baisse de 0,1% par an, le Luxembourg connaît une relative stabilité.



Source : Eurostat, Statec, calculs Csl

- UE27, UE15, Espagne, France, Portugal : 2000/2010
- Données manquantes pour Bulgarie, Malte, Roumanie, Royaume-Uni

Mais cette relative stabilité sur le long terme cache une évolution nettement plus négative ces dernières années. En effet, après une forte baisse de l'emploi entre 1995 et 1997, l'emploi s'est nettement redressé. Rien qu'entre 2001 et 2007, l'emploi a crû de 1,8% par an, avant de redescendre les quatre années suivantes autour de son niveau de 2000 avec une baisse de 2,8% par an. On pourra noter également que le Luxembourg a connu une évolution de l'emploi particulièrement atypique en comparaison européenne ou la baisse de l'emploi est quasiment constante sur l'ensemble de la période, si bien qu'au total, le Luxembourg aura connu une évolution globale plus favorable.



Ainsi, compte tenu de la croissance continue de l'emploi marchand, la part des industries manufacturières dans l'emploi marchand s'est réduite presque continuellement en passant de 0,20% en 1995 à 0,11% en 2011.



Source : Statec, calculs CSL

Valeur ajoutée

Concernant la valeur ajoutée brute, le graphique ci-dessous représente en abscisse la croissance annuelle moyenne en volume et en ordonnée en valeur.

Interprétation graphique :

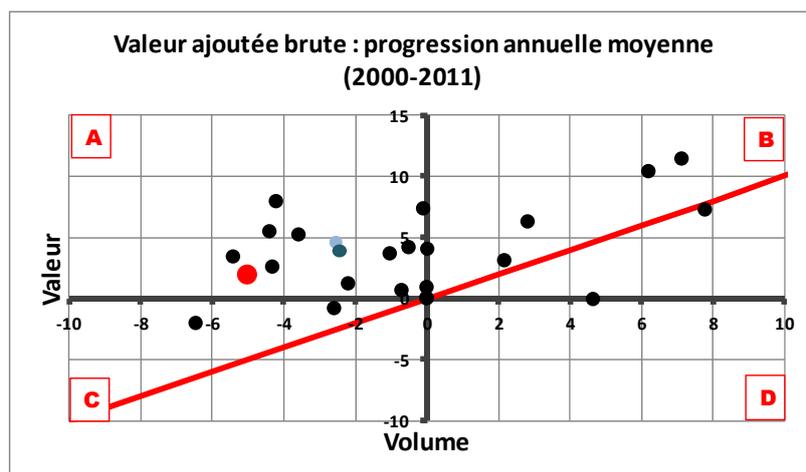
- Au-dessus de la diagonale rouge figurent les pays dont la valeur ajoutée brute augmente plus rapidement en valeur qu'en volume ou, le cas échéant, diminue moins rapidement. Ceci implique une hausse du prix implicite de la valeur ajoutée brute.
- Inversement, sous cette courbe, nous avons une valeur ajoutée brute qui progresse plus rapidement en volume qu'en valeur, impliquant une baisse du déflateur de valeur ajoutée.

Cette évolution du déflateur de valeur ajoutée brute est fréquemment utilisée pour déterminer l'évolution de la compétitivité prix d'un pays dans la/les branches d'activité concernées. L'encadré suivant met en garde toutefois contre une interprétation trop hâtive cette utilisation.

Un autre niveau de lecture est constitué par le positionnement des pays quant à la croissance de l'activité. Ainsi, à gauche de l'axe vertical, nous avons les pays qui ont vu leur valeur ajoutée brute diminuer en volume, soit la plupart des pays européens. En dessous de l'axe horizontal, nous avons les pays connaissant une progression négative de la valeur ajoutée brute nominale.

On peut ainsi définir l'évolution de chaque pays par son positionnement dans les différents cadrans :

- A → croissance négative en volume, mais positive en valeur.
- B → croissance positive en volume et en valeur.
- C → croissance négative en volume et en valeur.
- D → croissance positive en volume mais négative en valeur.



Source : Eurostat, calculs Csl

- Espagne : 2001/2010 ; Portugal et Italie : 2000/2010.
- Données manquantes pour Bulgarie, Irlande, Malte, Roumanie, Royaume-Uni.
- Les données sont exprimées en monnaie nationale et à euro fixe pour les pays de la zone euro avant fixation des parités définitives.
- Luxembourg : point rouge. UE27 : bleu clair. UE15 bleu foncé.
- Ne figure pas sur le graphique la Lettonie dont la croissance annuelle moyenne a atteint 28% en valeur et 18% en volume.

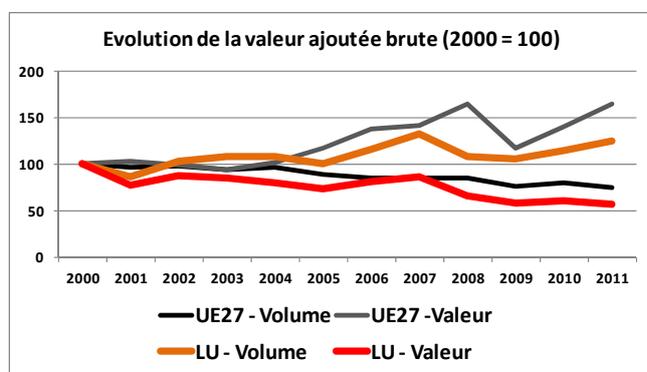
Sur le graphique ci-dessus, on peut constater que rares sont les pays ayant connu une progression plus faible en volume qu'en valeur. Nous y retrouvons la Belgique avec +4,7% par an en volume et -0,1 en valeur ainsi que la Hongrie avec respectivement 7,8% et 7,2%. Ceci signifie que le prix de la valeur ajoutée brute, le déflateur a connu une baisse sur l'ensemble de la période. Comme nous le développons plus loin dans l'encadré, ceci est souvent interprété comme un gain de compétitivité prix, le prix de la valeur ajoutée brute diminuant dans ces pays alors qu'il augmente dans les autres. Toutefois, ce phénomène, plus que d'un gain de compétitivité prix peut aussi être le résultat d'un positionnement sur des marchés moins dynamiques, voire en perte de vitesse, où la baisse des prix est plutôt subie, obligeant à une progression en volume pour compenser un effet prix ne permettant pas de maintenir les marges.

Globalement, on peut constater que rares sont les pays connaissant une progression de la valeur ajoutée brute en volume depuis 2000 puisqu'ils ne sont que 7 sur 24. En valeur par contre, la plupart des pays

connaissent tout de même une progression de la valeur ajoutée brute, seuls trois pays connaissant une valeur négative avec très marginalement la Belgique (-0,1% par an), l'Italie (-0,8%) et la Grèce (-2,1%).

Avec -5% par an en volume et 2% en valeur, le Luxembourg se positionne respectivement en 22^{ème} place sur 24 et 19^{ème} sur 25. Il s'agit donc d'une branche d'activité où le Luxembourg a plutôt connu des performances moins favorables que l'UE. Toutefois, et compte tenu du caractère marginal du secteur et celui-ci dépendant avant tout des ressources naturelles, cela ne signifie pas pour autant qu'il faille s'en inquiéter. Pour le Luxembourg, la seule solution permettant de développer cette branche d'activité serait en effet d'exploiter de nouvelles carrières. En outre, avec les exploitations de divers minerais, hydrocarbures, gaz ..., il n'est pas étonnant de connaître des évolutions très disparates.

Cependant, si le Luxembourg sous performe la moyenne de l'UE27, comme l'illustre le graphique ci-dessous, on constate tout de même que la crise semble avoir quelque peu impacté le Luxembourg. En 2007, la progression globale de la valeur ajoutée brute depuis 2000 était au même niveau au Luxembourg que dans l'ensemble de l'UE (légèrement moins en valeur). Mais en 2008, le Luxembourg connaît un décrochage en en volume comme en valeur. Par la suite les trajectoires européenne et luxembourgeoise sont parallèles, mais le Luxembourg demeure un cran au-dessous de la moyenne.



Source : Eurostat, calculs CSL

Encadré 1 : Du bon usage du « prix » de la valeur ajoutée brute

Prix implicites et double déflation

On parle, pour le déflateur de PIB, ou de valeur ajoutée, de prix implicite. Pourquoi un prix « implicite » ? Parce que comme toute chose implicite, le prix implicite n'existe pas en tant que tel mais résulte d'autres variables en amont. En l'occurrence, les prix et volumes de la production ainsi que des consommations intermédiaires.

La production correspond à la valeur de ce qui a été produit dans l'entreprise. Pour simplifier, il s'agit pour les entreprises de production du chiffre d'affaires, et pour les entreprises de commerce, de la marge commerciale.

Les consommations intermédiaires représentent tout ce qui a été acheté par l'entreprise pour permettre la production de biens ou services (matières premières, énergie, fournitures ...). Les investissements n'en font pas partie, ils sont traités différemment.

Eurostat explique très clairement le processus qui amène les comptables nationaux à définir le déflateur de valeur ajoutée brute : « La valeur ajoutée à prix courants est définie comme étant égale à la différence entre la production (aux prix de base) et la consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition). Dans le système de comptes nationaux, il s'agit donc d'un solde comptable. Sur le plan conceptuel, il n'y a pas de composante de prix ou de volume dans la valeur ajoutée, puisque cette dernière répond essentiellement à un concept de revenu. »²

² Eurostat, Manuel de la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux, 2005, p.43.

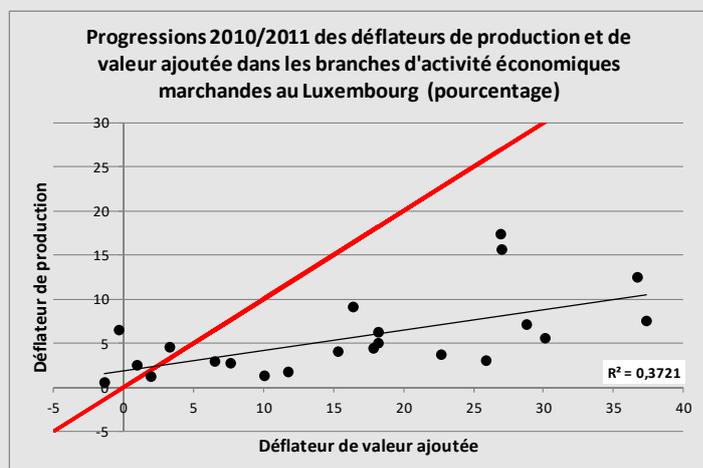
Ainsi, la comptabilité nationale **enregistre les agrégats de la production et des consommations intermédiaires à prix courant**. Pour s'en convaincre, il suffit de se référer aux variables du questionnaire d'enquête utilisé par le Statec auprès des entreprises dans le cadre de l'établissement de la comptabilité nationale³. Il n'y est nullement question de prix !

Une fois les données collectées, à prix courants, il convient de déterminer dans l'évolution de ces deux agrégats comment se partage la variation en volume et la variation en prix. Pour prendre un exemple simple, Prenons un boulanger qui fait passer, suite à un changement dans sa farine le prix de sa baguette de 1 euro à 1,10 euro. Toute chose égale par ailleurs, la valeur de sa production augmentera de 10%. Mais dans cette augmentation de 10%, quel est l'effet d'augmentation de prix pure et l'augmentation de la qualité du pain. Cela pose d'innombrables questions. Le pain est-il pour autant de meilleure qualité ? Les consommations intermédiaires (la farine également ?). Si oui, à hauteur de 5% [soit la moitié de la hausse de prix], l'augmentation n'est-elle due qu'à une augmentation de prix ? Cet aspect de la difficulté d'estimation du prix n'entre pas dans notre objet ici, **mais le lecteur doit savoir qu'il existe forcément une grande part de subjectivité dans les choix du comptable national**.

La coordination de ces deux effets aboutit à une valeur ajoutée brute en volume qui va permettre de séparer les croissances dues aux volumes et celles dues aux prix. Mais **ce prix implicite de la valeur ajoutée brute est-il pertinent pour décrire les évolutions dans la compétitivité prix et coût d'une branche d'activité ?**

Le graphique ci-dessous représente l'évolution 2010/2011 du prix de la production ainsi que du prix implicite de la valeur ajoutée. Rappelons que l'indicateur de compétitivité prix généralement utilisé est le déflateur de valeur ajoutée brute, bien que ce soit le déflateur de la production qui soit

Or comme l'illustre ce graphique, prix de la production et prix de la valeur ajoutée évoluent de manière particulièrement dé-coordonnées. En effet, le coefficient de corrélation entre les deux prix n'est que de 0,37. En outre, ils sont très éloignés de l'égalité entre les deux prix représentée par la droite rouge. Sur 26 branches, seules quatre connaissent une progression du prix de la production plus élevée que celui de la valeur ajoutée. Et globalement, nous voyons de très fortes différences !



Source : Statec, calculs CSL

Pourquoi ce phénomène ? Justement parce que le prix de la valeur ajoutée est implicite et qu'il découle du double processus de déflation des prix de la production et des consommations intermédiaires.

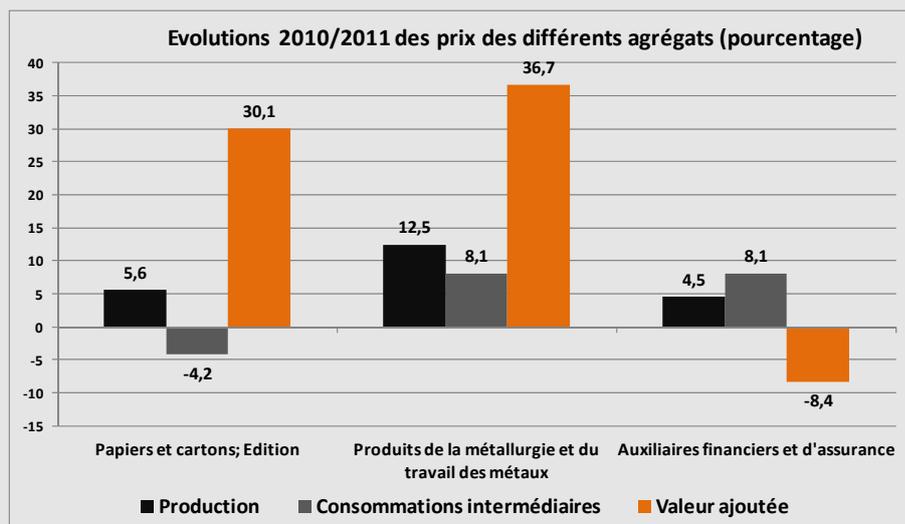
La question qui se pose maintenant est : cela a-t-il une incidence sur l'interprétation que l'on peut faire de ces évolutions ? La réponse est clairement OUI, et les quelques exemples ci-dessous montreront les biais inhérents à l'utilisation du déflateur de valeur ajoutée brute en tant qu'indicateur de compétitivité-prix, en raison simplement de la non prise en considération de la technique de double déflation par les économistes.

³ Statec, « Inventaire des sources et méthodes pour l'évaluation du RNB selon le SEC95 », p.96, 2004

Dans l'industrie du papier carton et de l'édition, nous avons un prix implicite de la valeur ajoutée brute qui progresse de 30,1% ! Le Luxembourg aurait vu ses prix augmenter autant ? Bien sûr que non, ils n'ont en réalité augmenté que de 5,6%. Pendant ce temps, le prix des consommations intermédiaires a diminué de 4,2%. Résultat, le prix implicite de la valeur ajoutée brute a explosé à 30,1%, sans commune mesure avec l'augmentation réelle des prix. En fait, il s'agit d'un gain de compétitivité-coût dans la mesure où le prix des consommations intermédiaires a diminué (ceci augmentant les marges de la branche).

Même constat pour les produits de la métallurgie. Cette fois-ci, le prix des consommations intermédiaires n'a pas diminué, et celui de la production a progressé de 12,5%. Mais le déflateur de valeur ajoutée brute a carrément progressé de 36,7% ! Quand bien même la hausse de prix retenue serait de 12,5%, cela signifie-t-il perte de compétitivité ? Rien n'est moins sûr puisque cette hausse pourrait par exemple liée à une reprise du marché en 2011 et donc une tension sur les prix non pas au détriment du producteur, mais à son avantage, ceci lui permettant d'augmenter ses prix.

Dans le troisième cas, celui des auxiliaires de finance et d'assurance, le prix implicite de la valeur ajoutée brute diminuant de 8,4%, on pourrait en conclure à un gain de compétitivité prix (toute chose égale par ailleurs). Pourtant, le prix de la production a tout de même augmenté de 4,5% en 2011. La raison en est une progression du prix des consommations intermédiaires supérieure aux prix de la production. Voilà donc une entreprise qui augmente ses prix de 4,5% sur un an, voit le prix de ses consommations intermédiaires augmenter plus rapidement encore avec 8,1% et qui pourtant voit sa compétitivité prix s'améliorer de 8,4% ! Ses prix augmentent (perte de compétitivité-prix), le prix de ses achats augmente (perte de compétitivité-coût), mais au regard du prix implicite de la valeur ajoutée brute, un économiste conclurait à une amélioration de compétitivité-prix !



Source : Statec, calculs CSL

On voit pour le moins comment une interprétation de la compétitivité-prix basée sur le prix de la valeur ajoutée brute peut amener à des contradictions entre l'interprétation et la réalité de terrain.

D'une manière générale :

→ Lorsque les prix des consommations intermédiaires (c'est-à-dire ce que consomme une entreprise pour produire) diminuent ou augmentent moins vite que les prix de la production (en simplifiant, le chiffre d'affaires), le prix implicite de la valeur ajoutée brute augmente de manière démesurée (à mesure que cet écart s'accroît et que la part des consommations intermédiaires dans la production est forte). Conséquences :

→ Diagnostic de **perte de compétitivité-prix** sans commune mesure avec ce qu'indique le prix de la production, et le cas échéant, une hausse de la marge.

→ Alors qu'il y a un **gain de compétitivité-coût** puisque les coûts augmentent moins rapidement que le chiffre d'affaires. Nous sommes typiquement dans le cas d'une amélioration des termes de

l'échange comme on le soulignerait en matière de commerce international. Situation qui peut se décrire comme celle d'une entreprise qui pourrait vendre de plus en plus cher alors que ce dont elle a besoin pour produire lui coûte, relativement aux prix de vente, de moins en moins cher.

→ Lorsque les prix des consommations intermédiaires augmentent plus rapidement que ceux de la production, le prix implicite de la valeur ajoutée brute diminue fortement. C'est le cas dans notre troisième exemple du graphique précédent. Alors même que le prix de la production comme celui des consommations intermédiaires augmentent, le déflateur de valeur ajoutée brute est négatif. Conséquences :

→ Diagnostic de **gain de compétitivité-prix**. Le déflateur de valeur ajoutée brute est négatif, malgré une hausse du prix de la production.

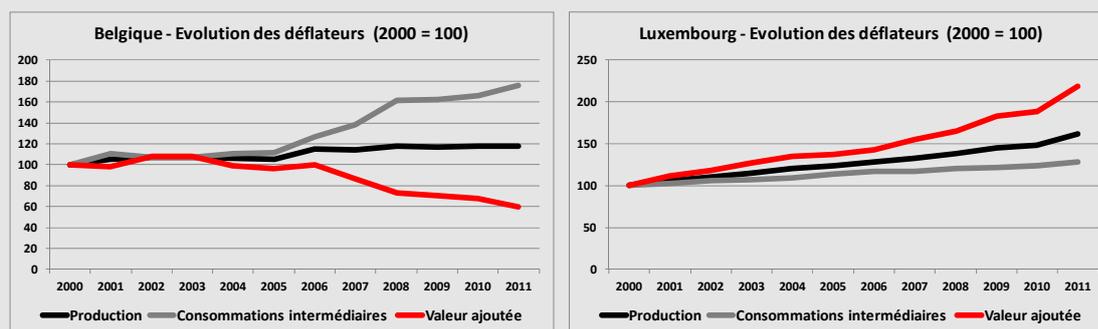
→ Alors qu'il y a une détérioration de la compétitivité-coût puisque les coûts augmentent plus rapidement que le chiffre d'affaires. Il faut donc vendre de plus en plus cher pour pouvoir conserver ses marges. Et dans ce cas on pourrait également parler de perte de compétitivité-prix puisque la hausse du prix de la production ne serait pas due à un effet d'aubaine (marché dynamique, porteur ...), mais à une pression par les coûts et en l'occurrence les consommations intermédiaires. Nous sommes ici dans une situation de détérioration des termes de l'échange. Il faut vendre de plus en plus pour couvrir les augmentations de coûts et conserver ses marges.

Pour illustrer cette double déflation, intéressons-nous à l'évolution des prix de la production, des consommations intermédiaires et de la valeur ajoutée brute dans les industries extractives en Belgique et au Luxembourg⁴.

En Belgique, le prix des consommations intermédiaires a progressé à un rythme nettement plus rapide que celui de la production. Conséquence, le prix de la valeur ajoutée brute s'effondre. Même si la hausse du prix de la production reste limitée avec 18% en 11 ans, l'interprétation serait un gain de compétitivité prix très important. Pourtant, la branche des industries extractives semble subir une pression par les coûts particulièrement forte puisque leur prix a augmenté de 73% depuis 2000.

Le Luxembourg se situe dans la situation inverse avec un prix de la production qui augmente plus rapidement que celui des consommations intermédiaires. Cela signifie que la branche vend de plus en plus cher relativement au prix de ses consommations intermédiaires grâce à une évolution positive des termes de l'échange de cette branche d'activité par rapport aux autres. Ceci signifie que les entreprises luxembourgeoises augmentent mécaniquement leurs marges, situation inverse de la Belgique.

Nous verrons dans la partie suivante (indicateurs de marge et de coûts) clairement laquelle des deux situations est la plus enviable.



Comme on peut le constater, le prix de la valeur ajoutée brute traditionnellement utilisé comme indicateur de compétitivité-prix, notamment dans le cadre du calcul des taux de change effectifs réels, donne une vision totalement déformée de la réalité car ce prix implicite ne représente le prix d'aucun marché, il

⁴ Eurostat ne publie les données concernant la production et les consommations intermédiaires en valeur et en volume que pour 5 pays : la Belgique, la République Tchèque, la Grèce, le Luxembourg et le Portugal. Ceci limite donc grandement les comparaisons internationales.

n'est que la résultante « implicite » de l'évolution des prix de la production et des consommations intermédiaires.

Quand le prix implicite se détache du prix de marché

Voilà une première bonne raison pour se méfier des agrégats en volume et de leur interprétation. Cette méfiance doit être d'autant plus importante que finalement, le « prix » de la valeur ajoutée ne représente qu'une vue de l'esprit. Pour mieux s'en rendre compte, il est intéressant de nous pencher sur la manière dont les comptes nationaux opèrent dans l'élaboration des comptes nationaux.

Eurostat explique très clairement le processus qui amène les comptes nationaux à définir le déflateur de valeur ajoutée brute : « La valeur ajoutée à prix courants est définie comme étant égale à la différence entre la production (aux prix de base) et la consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition). Dans le système de comptes nationaux, il s'agit donc d'un solde comptable. **Sur le plan conceptuel, il n'y a pas de composante de prix ou de volume dans la valeur ajoutée**, puisque cette dernière répond essentiellement à un concept de revenu.»⁵

Concernant la méthode concrètement, le Statec construit les comptes nationaux sur base d'un questionnaire et **enregistre les agrégats de la production et des consommations intermédiaires à prix courant**. Pour s'en convaincre, il suffit de se référer aux variables du questionnaire d'enquête utilisé par le Statec auprès des entreprises dans le cadre de l'établissement de la comptabilité nationale⁶. Il n'y est nullement question de prix !

La comptabilité nationale va donc dans un premier temps enregistrer ces transactions sur base des questionnaires envoyés aux entreprises, c'est-à-dire à prix courants, « dans un cadre comptable, de transactions qui ont eu lieu et dont on peut témoigner. Par contre, les comptes à prix constants décrivent une situation économique d'une année donnée avec les prix d'une autre année »⁷.

→ Transactions **dont on peut témoigner**, tout comme la réalité d'une comptabilité d'entreprise qui ne se fait qu'à prix courants.

→ Mais le résultat obtenu dès lors est **une situation économique d'une année donnée avec les prix d'une autre année**.

Mais quelle part d'une augmentation de prix est due à une augmentation de qualité et quelle autre est juste un effet prix ? Comment départager les deux ? Sur l'ensemble des difficultés méthodologiques, la CSL renvoie aux trois premiers Econews de 2010 qui ont largement traité de ces questions⁸.

Donc non seulement la technique de double déflation rend le prix implicite du PIB particulièrement volatile et non représentatif de la réalité économique de la branche d'activité, mais en outre, compte tenu de la difficulté à distinguer les effets prix et volume, tout particulièrement dans les services, il est construit pour une large part sur des conventions.

Or c'est précisément dans le secteur des services, largement dominant au Luxembourg, que les incertitudes et approximations dans la détermination « **l'importance croissante du secteur tertiaire dans l'économie, secteur pour lequel la mesure des prix et volumes est insuffisante, peut gravement contrarier la fiabilité et la comparabilité des données de croissance du PIB.** »⁹

Voilà donc bien une deuxième bonne raison de comparer les valeurs nominales entre elles, seul moyen de ne pas mélanger des pommes et des choux.

Les pommes et les choux

⁵ Eurostat, Manuel de la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux, 2005, p.43.

⁶ Statec, « Inventaire des sources et méthodes pour l'évaluation du RNB selon le SEC95 », p.96, 2004

⁷ Id., p.4.

⁸ <http://www.csl.lu/econews>

⁹ Eurostat, « Manuel de la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux », 2005, p.2.

Compte tenu de ces incertitudes et approximations, vouloir rapprocher une valeur nominale, c'est-à-dire tangible, concrète, à une valeur déformée, incertaine et approximative semble tout de même hasardeux.

Si pour l'année de base les données en volume et valeur sont identiques. Mais à mesure que l'on s'en éloigne, l'écart se creuse nettement. Comparer des salaires de 2011 aux prix théoriques de 2005. Cela signifie donc que l'on compare des euros de 2011 à des euros de 2005.

De même, la marge de l'entreprise est bien au prix de 2011 et non de 2005. Sinon, pourquoi les entreprises ne déclareraient leurs bénéfices aux prix de 2005. Sans doute les entreprises apprécieraient, mais l'administration fiscale ne serait certainement pas de cet avis. Les salariés paient-elles des impôts sur des salaires aux prix de 2005 ? Bien évidemment non. Et qui plus est, le barème d'imposition est en retard d'actualisation. Retrouvons toutes ces limites dans la fable du boulanger.

La fable du boulanger

Notre boulanger s'affairait, comme depuis 23 ans, à ses fourneaux. Son pain connaissait un tel succès qu'il embaucha même un salarié il y a trois ans. Un jour, il décida d'utiliser une nouvelle farine pour la confection de sa pâte. Elle ne lui coûtait pas plus cher, mais le résultat était là ! La pâte était bien plus homogène et son pain s'en trouva amélioré. Puisque mon pain est meilleur, pourquoi ne pas en augmenter le prix ? Je suis sûr que mes clients resteront car ils y trouveront leur compte ! » Se dit le boulanger.

Sitôt dit, sitôt fait. Il augmenta le prix de sa baguette de 1 euro à 1,10 euro. Comme il vendait 100 baguettes, il voit son chiffre d'affaire passer de 100 à 110 euros. Comme le prix de la farine n'a pas bougé, sa valeur ajoutée passe de 60 à 70.

Voilà donc notre boulanger qui gagnait 10% de chiffre d'affaires en plus sans que ses charges n'aient augmenté. Jusque-là, notre boulanger s'en trouva fort satisfait. Il se dit : « Puisque je gagne 10% de plus, je vais également en donner 10% de plus à mon salarié, d'autant plus qu'il me rend bien service. ». Tout le monde était content, gagnant 10% de plus et le volume d'activité n'ayant pas bougé.

Mais intervint notre comptable national... Il demanda au boulanger :

- Votre production a-t-elle augmenté l'an dernier ?
- Non, j'ai fabriqué exactement le même nombre de baguettes, répondit le boulanger.
- Pourtant je constate que votre chiffre d'affaires a progressé de 10%.
- En effet, j'ai augmenté le prix de ce montant.
- Et vos coûts ont-ils augmenté ?
- Pas d'un cent, répondit heureux le boulanger.

Fort de cette information, le comptable national s'en retourna à ses ordinateurs. En réalité, il est bien évidemment impossible d'avoir les informations de manière exhaustive en allant rencontrer chaque producteur. Les entreprises doivent remplir un questionnaire indiquant, pour ce qui nous concerne ici, tous les éléments entrant dans la production (le chiffre d'affaires pour simplifier), ainsi que toutes les charges (les consommations intermédiaires). Quant aux prix, on peut penser que le Statec utilise l'indice des prix à la consommation du pain pour déflater la valeur de la production, et utilise un indicateur approchant pour les consommations intermédiaires, étant donné qu'il lui est impossible de détailler de manière exhaustive l'ensemble des consommations intermédiaires. Ici, ce pourrait être le cours de la farine de blé. On voit donc que les indices de prix peuvent être très éloignés de la réalité et qu'il faudrait que la moyenne de toutes les observations converge vers une réalité pour le moins hypothétique.

Refermons notre parenthèse et faisons l'hypothèse que le comptable national ait bien observé l'ensemble des données directement et que par conséquent, elles soient exactes.

A prix courants, le prix augmentant de 10% et les consommations intermédiaires ne bougeant pas, la valeur ajoutée brute augmente de 60 à 70. Par souci d'équité, il répartit ce supplément de recettes entre le salarié et lui. Le salaire passe donc de 30 à 35, de même que sa marge. Finalement, la situation demeure identique, chacun gagnant 50% de la richesse produite par la boulangerie. Cette situation est décrite dans le tableau ci-dessous dans les données à prix courants.

Mais que s'est-il passé en volume ? Puisque le chiffre d'affaires a augmenté en raison d'une augmentation de prix uniquement, le nombre de baguettes produites étant toujours le même. La production en valeur étant augmentée de 10%, elle reste constante à prix constant et la valeur ajoutée brute en volume ne bouge pas et reste à 60.

Or, il avait décidé de partager cette valeur ajoutée brute supplémentaire en deux parts égales entre le salarié et lui, le salaire du premier passant de 30 à 35. Cette fois-ci, les résultats ne sont plus les mêmes :

→ Il n'y a en effet pas eu de croissance, ni de gains de productivité, la valeur ajoutée brute en volume demeurant constante. Ceci est logique puisqu'aucune baguette supplémentaire n'a été produite.

→ Mais, croyant qu'il était plus riche de 10 euros de valeur ajoutée, il en donna 5 à son salarié et en prit 5 également. Du coup, si chacun gagnait toujours une moitié de la valeur ajoutée nominale, le salarié en gagnait maintenant 58% de la valeur ajoutée en volume, nous avons toujours la même valeur ajoutée et que son salaire était passé de 30 à 35.

	Situation initiale (t1)		Augmentation de prix (t2)		Variation en valeur	Variation en volume
	Prix courants	Prix constants	Prix courants	Prix constants		
Production	100	100	110	100	10,0%	0,0%
Consommations intermédiaires	40	40	40	40		
Valeur ajoutée brute	60	60	70	60	16,7%	0,0%
Salaire nominal	30	30	35	35	16,7%	16,7%
Marge (Excédent Brut d'Exploitation - EBE)	30	30	35	25	16,7%	-16,7%
Taux de salaire (CSU)	0,50	0,50	0,50	0,58	0,0%	16,7%
Taux de marge	0,50	0,50	0,50	0,42	0,0%	-16,7%

Dès lors, notre boulanger n'eut de cesse de dénoncer l'insoutenabilité de la progression des salaires, ceux-ci continuant à progresser, alors que le prix de la première année (les économistes appellent cela l'année de base – 2005 actuellement), lui, n'avait toujours pas bougé ! Il promit qu'on ne l'y reprendrait plus.

Le boulanger pleura au vu de l'évolution de sa petite entreprise. Tout le monde et lui le premier, ne cessaient de se plaindre de cette situation si délicate. Pourtant, une chose tourmentait encore notre boulanger. Comment se faisait-il que ses caisses soient toujours plus remplies ? L'économie était décidément bien trop compliquée pour notre boulanger dont la science du pétrissage de la pâte lui était bien plus familière. Il finit par tout simplement se dire qu'un euro qu'il avait gagné aujourd'hui, il pouvait bien le dépenser aujourd'hui. Et après tout, est ce qu'un euro n'est pas un euro ?

* * *

En fait, vouloir comparer des salaires au prix de 2011 à une productivité aux prix de 2005, **prix implicites qui ne reflètent pas la réalité des marchés**, donc comparer des **pommes et des choux**, mais tout de même **encaisser les marges aux prix de 2011** (donc comparer **des pommes avec des pommes**) reviendrait simplement à s'approprier une part croissante de la richesse produite au détriment des salariés. Or ce qu'a réalisé notre **boulangier**, c'est exactement cela, en jouant sur la complexité d'un mécanisme permettant d'**augmenter son bénéfice** grâce à une **fable permettant de masquer la réalité de la baisse de la part de la richesse nationale revenant aux salariés**.

Comme l'estimation de la compétitivité-prix est biaisée par de nombreuses difficultés méthodologiques, la compétitivité-coût l'est tout autant lorsqu'elle rapporte des coûts. C'est pourquoi finalement, la comparaison de différents agrégats, indicateurs, qui plus est entre pays ne doit être faite qu'avec beaucoup de circonspection lorsque l'on utilise des données en volume.

La seule certitude c'est qu'un euro de 2011 équivaut à 1 euro de 2011. A ce que l'on sache, l'euro ne se transforme pas en euro de 2005 lorsque l'on passe la frontière.

Et quand bien même un indicateur de prix serait pertinent pour mesurer la compétitivité prix, encore faudrait-il ne pas se livrer à une interprétation trop mécanique de la causalité. En effet, augmentation prix ne signifie pas forcément perte de compétitivité prix. Vaut-il mieux être producteur de pétrole dont

le volume stagne mais les prix s'envolent ou producteur de lait dont les cours stagnent et obligent à une production de plus en plus intensive pour combler le manque d'évolution ? De la même manière, ce n'est pas parce que le déflateur de valeur ajoutée brute d'un pays augmente plus rapidement que celui de son voisin que le premier perd en compétitivité par rapport au second. Beaucoup trop de questions restent en suspens :

- Lorsque l'on compare les « prix » de deux pays, parle-t-on des prix de mêmes produits ou services et sommes-nous sur les mêmes marchés ?
- Le prix de la valeur ajoutée brute augmente-t-il parce que le prix de vente augmente ou celui des consommations intermédiaires est en baisse ?
- Cette augmentation de prix est-elle signe de perte de compétitivité ou une opportunité d'accroissement des marges et trésoreries ?

Indicateurs de performances

Productivité

Lorsque l'on évoque la productivité, on parle le plus souvent de la productivité du travail ou encore de productivité globale des facteurs. Ces productivités se rapportent toujours à la valeur ajoutée brute. Il existe pourtant un autre facteur de production qui peut revêtir financièrement un poste bien plus important que les salaires, ce sont les consommations intermédiaires.

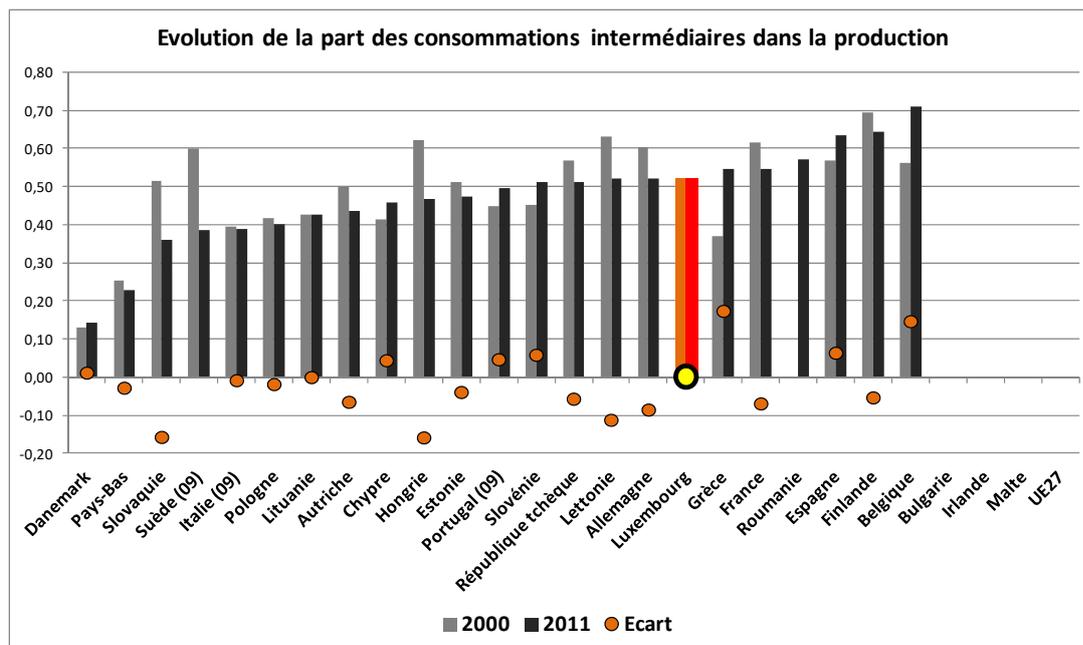
La valeur de ce qui est produit par une entreprise repose sur des consommations intermédiaires, du travail et du capital. Ainsi, la valeur de tout ce que produit une entreprise va rémunérer les achats de consommations intermédiaires, donc leurs producteurs, le travail via la rémunération des salariés et le capital avec l'EBE.

Productivité des consommations intermédiaires

Lorsque l'on analyse la compétitivité-coût d'une entreprise, bien souvent, seuls les coûts de main d'œuvre sont comparés. De plus, lorsque l'on analyse la productivité, c'est toujours au regard de la valeur ajoutée or cette dernière est elle-même un solde, celui entre la valeur de la production et les consommations intermédiaires utilisées.

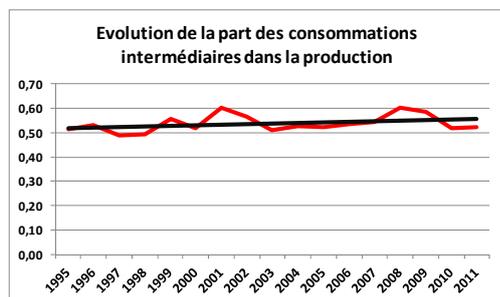
On comprend bien dès lors que la plupart des indicateurs de compétitivité utilisés se rapportent à la valeur ajoutée brute, qu'ils risquent d'être affectés par une évolution discordante entre production et achats de consommations intermédiaires. Il en va ainsi de la productivité, du CSU, ou encore du taux de marge. C'est pourquoi il est important non seulement d'analyser l'évolution de la valeur ajoutée brute, ou encore la richesse créée, mais il est tout aussi important de se pencher sur ce qui se passe en amont de la valeur ajoutée brute. C'est-à-dire comment évolue cette valeur ajoutée brute par rapport à la production.

Comme on peut le constater, le Luxembourg, avec 0,52 en 2011 (ce qui signifie que pour un euro de production, il faut 0,52 euros de consommations intermédiaires) fait partie des pays où la part des consommations intermédiaires est des plus élevées, seuls 6 pays sur 23 connaissant des coûts des consommations intermédiaires plus élevés.



Source : Eurostat, calculs CSL

Ce graphique nous renseigne également sur un autre paramètre important : l'évolution de la part des consommations intermédiaires dans la production. Comme on peut le constater, à la différence du Luxembourg, la plupart des pays connaissent une baisse de la part des consommations intermédiaires dans la production. En effet, si en 2011, le Luxembourg retrouvait son niveau de 2000, on peut noter une légère tendance haussière de la part des consommations intermédiaires.



Source : Eurostat, calculs CSL

Ce phénomène est d'autant plus paradoxal que comme nous l'avons déjà remarqué dans l'encadré précédent, le Luxembourg a connu une progression du prix de la production supérieure au prix des consommations intermédiaires. Ceci signifie donc qu'à efficacité équivalente, le Luxembourg aurait pu voir sa valeur ajoutée brute croître plus rapidement, en valeur comme en volume.

Pour illustrer cela, observons les données relatives à l'évolution des agrégats des industries extractives en valeur et en volume.

En valeur, les trois agrégats ont évolué de manière sensiblement identique, ce que reflète la stabilité de la part des consommations intermédiaires dans la production en données nominales. Cependant, comme on peut le constater, alors que le prix de la production a fortement augmenté (+61%), celui des consommations intermédiaires n'a augmenté que de 27,9%. Le résultat en est une explosion du prix implicite de la valeur ajoutée brute, comme nous l'avons vu dans l'encadré précédent, mais surtout, du fait de l'évolution des prix relatifs entre production et consommations intermédiaires, la logique aurait voulu que la part des consommations intermédiaires dans la production diminue. En d'autres termes, si pour une unité produite la branche d'activité avait utilisé la même quantité de consommations intermédiaires, le prix de la première augmentant plus rapidement que celui des secondes, en valeur nous aurions donc dû assister à une baisse de la part des consommations intermédiaires en valeur.

	2000	2011	Progression
Production valeur	58,7	73,1	24,5
Production volume	72,6	56,0	-22,9
<i>Prix</i>	0,8	1,3	61,4
Consommations intermédiaires valeur	30,5	38,1	24,9
Consommations intermédiaires volume	34,8	34,0	-2,3
<i>Prix</i>	0,9	1,1	27,9
Valeur ajoutée Valeur	28,2	35,0	24,1
Valeur ajoutée Volume	38,8	22,0	-43,3
<i>Prix</i>	0,7	1,6	118,9
Emploi	0,3	0,3	0,0
Valeur ajoutée par emploi (milliers €)	94,0	116,7	24,1
Valeur ajoutée par emploi (milliers € de 2005)	129,3	73,3	-43,3

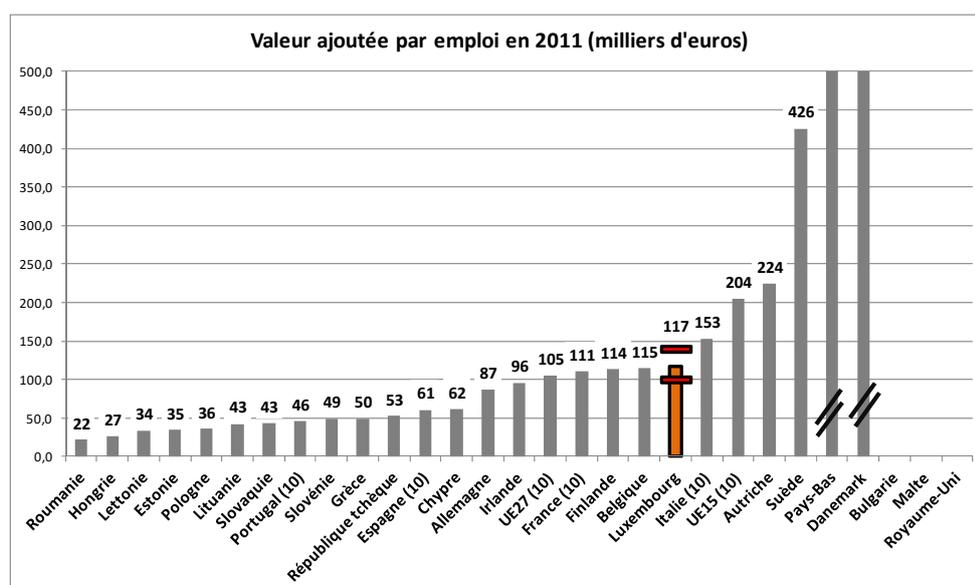
Source : Statec, calculs CSL

Or ceci ne s'est pas vérifié. En effet, alors que la production diminuait de 22,9% en volume sur l'ensemble de la période, les consommations intermédiaires ne diminuaient que 2,3%. Autrement dit, on produit de moins en moins de quantités, mais on achète toujours autant de consommations intermédiaires. Ceci rejailit forcément sur les indicateurs utilisant cette valeur ajoutée brute. Cela tend à diminuer les gains de productivité puisque l'entreprise, en augmentant ses consommations intermédiaires relativement à sa production, restreint du même coup la progression de la valeur ajoutée brute.

Productivité du travail

Le graphique ci-dessous nous présente le niveau de productivité atteint par les différents pays européens. Les Pays-Bas ainsi que le Danemark sont à des valeurs hors normes, avec autour de 2.500 millions de valeur ajoutée brute par emploi. Toutefois, outre le fait que ces pays soient véritablement riches en matières premières (pétrole, gaz, minerais, ...), il est également possible qu'un biais soit présent dans les données de l'emploi, notamment concernant les plateformes off-shore.

Le Luxembourg, de son côté, sans pour autant bénéficier d'un sous-sol exceptionnel, parvient néanmoins à générer 117.800 de valeur ajoutée par emploi.



Source : Eurostat, calculs CSL

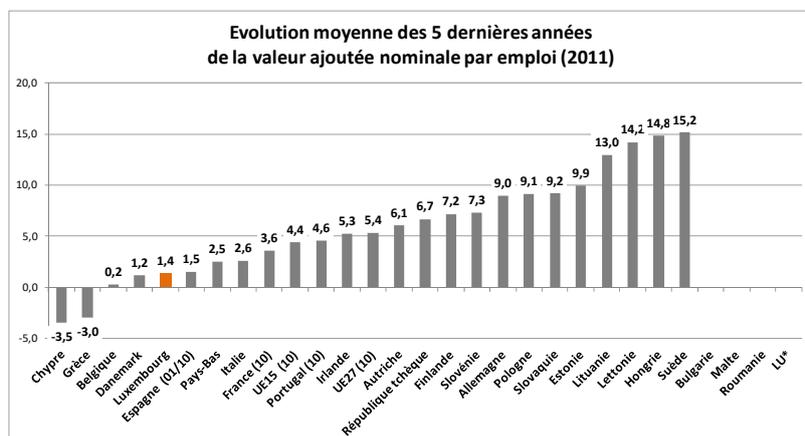
Le Luxembourg se situe donc à un niveau plutôt avantageux, ou tout au moins dans une bonne norme, concernant le niveau de productivité. Ce classement luxembourgeois est d'autant plus remarquable que, comme nous l'avons vu précédemment, les consommations intermédiaires ont progressé plus rapidement que la production, limitant d'autant la valeur ajoutée brute et sa progression.

Que ce serait-il passé si le niveau de productivité des consommations intermédiaires était resté identique ? Eh bien, si les consommations intermédiaires avaient augmenté en volume au même rythme que la production, soit une baisse en volume de 22,9%, les consommations intermédiaires auraient dû baisser dans la même proportion. Les consommations intermédiaires se seraient retrouvées en 2011* non pas à 34 millions, mais à 26,8 millions.

A évolution de prix identiques, nous aurions donc eu une valeur ajoutée brute de 43 millions au lieu de 35, soit 143.400 euros par emploi, soit encore une progression de plus du double avec plus de 52% contre 24% en réalité. Lorsque l'on connaît la pression mise sur les « coûts » salariaux, on voit qu'il existe de la marge de manœuvre dans d'autres domaines. Ceci est d'autant plus vrai qu'en 2011, si les coûts salariaux représentaient 14,6 millions d'euros, les consommations intermédiaires en représentaient 38,1, soit 2,6 fois plus !

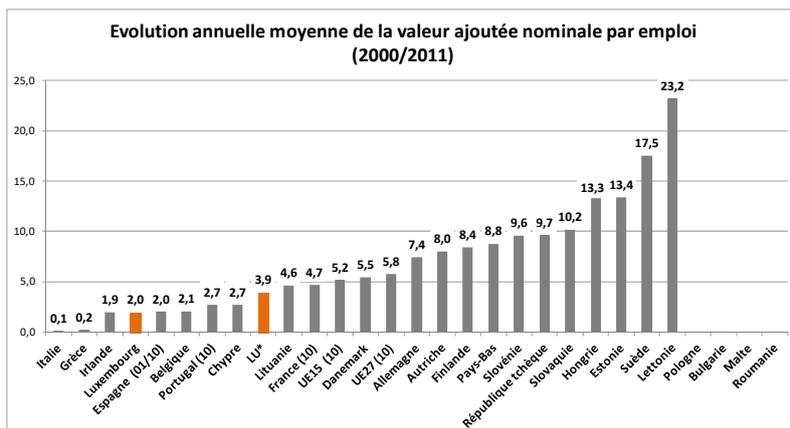
	2000	2011	Progression	2011*	Progression
Production valeur	58,7	73,1	24,5	73,1	24,5
Production volume	72,6	56,0	-22,9	56,0	-22,9
<i>Prix</i>	0,8	1,3	61,4	1,3	61,4
Consommations intermédiaires valeur	30,5	38,1	24,9	30,1	-1,4
Consommations intermédiaires volume	34,8	34,0	-2,3	26,8	-22,9
<i>Prix</i>	0,9	1,1	27,9	1,1	27,9
Valeur ajoutée Valeur	28,2	35,0	24,1	43,0	52,6
Valeur ajoutée Volume	38,8	22,0	-43,3		
<i>Prix</i>	0,7	1,6	118,9		
Emploi	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0
Valeur ajoutée par emploi (milliers €)	94,0	116,7	24,1	143,4	52,6
Valeur ajoutée par emploi (milliers € de 2005)	129,3	73,3	-43,3		

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la productivité n'ait évolué que très lentement au Luxembourg, surtout comparativement aux autres pays. Comme l'illustrent les graphiques suivants, en 2011 et sur les cinq dernières années, le Luxembourg se classe plutôt mal avec une augmentation de la valeur ajoutée brute nominale par emploi de seulement 1,4%.



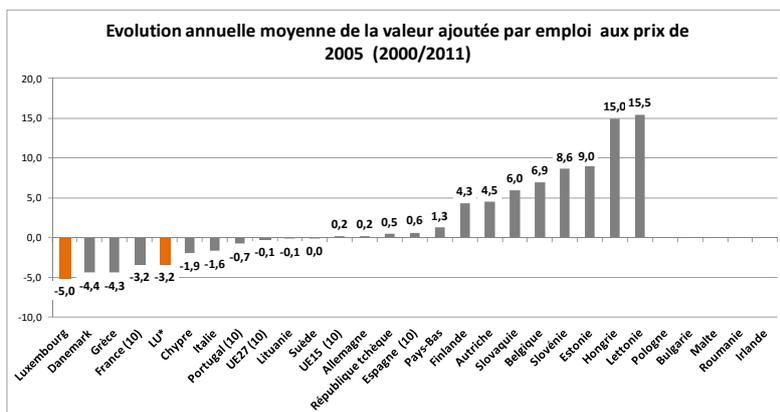
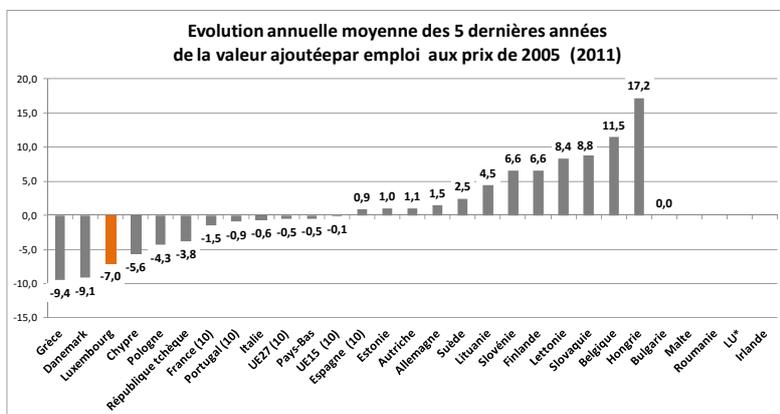
Toutefois, depuis 2000, les résultats sont un peu meilleurs puisque l'on obtient cette fois une progression annuelle moyenne 2%, malgré tout plus faible que la plupart des autres pays européens.

Rappelons-le encore, compte tenu de l'étroitesse de cette branche d'activité, la valeur fournie ici est celle du milieu de la fourchette, mais celle-ci peut varier considérablement des données précises. Quoiqu'il en soit, le Luxembourg ne figure pas à un niveau particulièrement enviable. Même si les consommations intermédiaires avaient progressé à un rythme comparable à la production, nous aurions connu une croissance de la valeur ajoutée brute par emploi de simplement 3,9%.



Cependant, comme nous l'avons déjà mentionné, peu d'entreprises sont représentées dans cette branche et il est probable, comme pour dans beaucoup de branches d'activité, que les données ne soient pas directement comparables. Bien que se trouvant dans le même code Nace, avec au Luxembourg 5 entreprises d'extraction de pierres, calcaire, ..., et 6 entreprises d'exploitation de gravières, sablières, ..., il est peu probable que la structure de production luxembourgeoise ressemble beaucoup à celle de n'importe quel autre pays européen. De ce fait, si les indicateurs divergent, ce n'est pas forcément un signe de perte de compétitivité, mais peut tout simplement être un signe de structure de production différente.

En volume, le même phénomène peut être constaté, avec en 2011 et sur les 5 dernières années une progression plus faible au Luxembourg que dans les autres pays européens. Sur les 5 dernières années, la productivité en volume a même baissé de 7% par an en moyenne, soit une des plus fortes baisses. Même sur le plus long terme, le Luxembourg ne figure pas en position avantageuse avec la dernière place concernant l'évolution de la productivité du travail. Même en conservant une progression des consommations intermédiaires en conformité avec l'évolution de la production [LU*], le Luxembourg figurerait en queue de peloton.



Prix

Termes de l'échange

Comme nous pouvons le constater, de grandes incertitudes pèsent sur l'évaluation des indicateurs de performances pour de multiples raisons que nous venons d'aborder. Une des principales raisons est l'estimation du prix implicite de la valeur ajoutée qui explose et montre une perte de compétitivité prix alors même que cette forte progression n'est pas uniquement liée aux prix de vente, mais également à ceux des consommations intermédiaires. Ces derniers augmentant moins rapidement que les premiers, alors même que nous sommes en présence d'une amélioration de la compétitivité de l'entreprise par amélioration de ses « termes de l'échange », l'interprétation classique de la compétitivité s'en trouve déformée par rapport à la réalité.

En fait, toutes ces incertitudes peuvent parfaitement bien être levées en comparant simplement des données « tangibles » entre elles, celles-ci ignorant les problèmes d'estimation des prix, ignorant les problèmes de comparabilités entre des agrégats évalués dans des prix différents, tout comme si l'on comparait des données en livres sterling avec des données en euros.

Les consommations intermédiaires ont déjà été abordées dans la partie consacrée à la productivité et auraient aussi bien pu l'être ici puisqu'elles constituent un coût. Qui plus est, nous avons retenu comme indicateur de productivité leur coût rapporté à la quantité produite, soit un coût unitaire. Il nous semblait toutefois que son importance dans la détermination de la valeur ajoutée brute et donc de la productivité justifiait pleinement d'aborder cet indicateur dès le paragraphe consacré à la productivité.

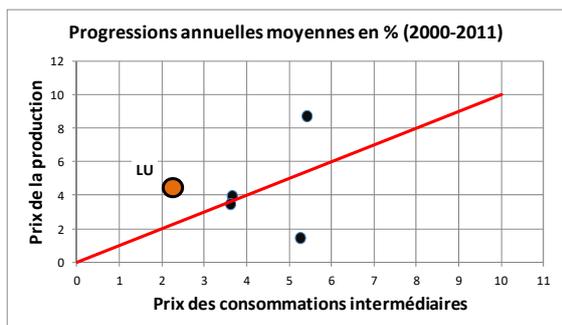
A l'échelle d'un pays, en matière de commerce international, on dit d'un pays qu'il voit ses termes de l'échange s'améliorer lorsque les prix de ses exportations augmentent plus vite que les prix de ses importations. En effet, dans ce cas, on considère qu'il peut acheter plus de marchandises importées avec la même quantité de biens exportés. Inversement, lorsque ses prix d'exportations augmentent moins rapidement que le prix de ses importations, le pays est condamné à vendre de plus en plus pour pouvoir acheter la même quantité de biens importés.

A l'échelle d'une branche d'activité, d'une entreprise, le même phénomène existe. Si son prix de vente augmente plus rapidement que celui des consommations intermédiaires, l'entreprise, à volume identique, accroît ses marges. Dans la situation inverse, l'entreprise voit ses coûts augmenter mécaniquement, sans qu'elle ne puisse les reporter sur son prix de vente qui progresse moins rapidement. Pour subsister, l'entreprise doit constamment accroître ses volumes et/ou réaliser d'importants gains de productivité.

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, les données concernant la production et les consommations intermédiaires en volume sont plutôt rares et ne sont disponibles que pour 5 pays dont le Luxembourg (les autres sont la Belgique, la République Tchèque, la Grèce et le Portugal).

La courbe rouge représente l'égalité entre évolution des prix des consommations intermédiaires et de la production. Lorsque l'on est sous la droite rouge comme la Belgique, cela signifie que si son prix de vente augmente (1,5% par an), il augmente moins vite que le prix de ses consommations intermédiaires (5,2%). En Belgique, la branche est donc probablement victime d'une érosion de ses marges et/ou d'une recherche permanente de gains de productivité.

Inversement, le Luxembourg connaît, avec +4,5% pour le prix de la production et +2,3% pour les consommations intermédiaires une situation plutôt favorable au regard de ses marges puisque son chiffre d'affaire augmente à unités constantes plus rapidement que ses charges.

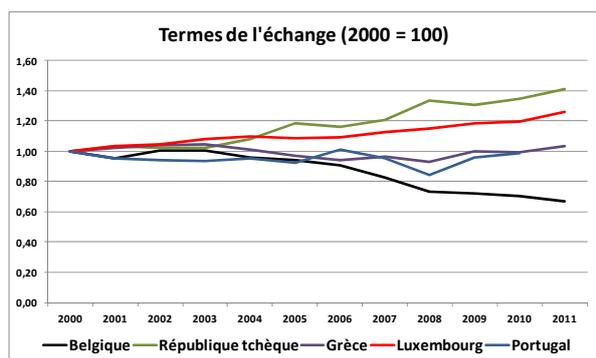


Source : Eurostat, calculs CSL

Les termes de l'échange se définissent comme le rapport entre le prix de la productivité et le prix des consommations intermédiaires. Supérieur à 1 il est favorable à la branche d'activité, inférieur à 1 il est défavorable.

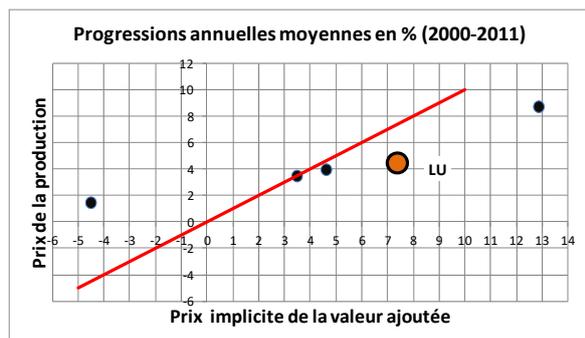
Le graphique ci-dessous retrace l'évolution des termes de l'échange depuis 2000. Comme dans le graphique précédent, on voit la Belgique en situation délicate avec des prix de vente qui n'arrivent pas à augmenter plus rapidement que le prix des intrants. Deux pays, Grèce et Portugal connaissent des évolutions de prix équilibrées, et deux pays, la République Tchèque et le Luxembourg, qui connaissent une amélioration des termes de l'échange. En 2011, les termes de l'échange du Luxembourg dans les industries extractives étaient de 1,26, signifiant que depuis 2000, le prix de la production avait augmenté 26% plus rapidement que celui des consommations intermédiaires.

Pour la seule année 2011, ils ont progressé de 5,5%, le prix de la production ayant progressé de 9,1% et celui des consommations intermédiaires de 3,4%.



Les termes de l'échange ayant une incidence immédiate sur la trésorerie d'une entreprise, nous ne retiendrons pas pour cet indicateur une moyenne mobile sur 5 ans comme pour la productivité, mais la dernière variation connue, celle sur cinq ans et celle depuis 2000.

Pour en finir, le graphique ci-dessous est un prolongement de notre raisonnement en associant prix de la productivité et prix de la valeur ajoutée brute. Seuls deux pays connaissent des évolutions comparables pour les deux indicateurs. On peut dire à ce titre que le prix implicite de la valeur ajoutée brute est représentatif de l'évolution des prix de vente. Mais pour les trois autres pays nous en sommes loin. Ainsi la Belgique, tout à gauche voit son déflateur de valeur ajoutée brute diminuer fortement alors même que son prix de vente augmente. Situation inversée pour le Luxembourg et la République tchèque dont le prix de la valeur ajoutée brute augmente à un rythme nettement plus rapide que celui des prix.



Le lecteur aura remarqué que nous avons bien pris soin de ne parler que de représentativité de l'évolution d'un prix par rapport à un autre, sans assimiler compétitivité-prix et évolution de prix. En effet, les prix peuvent très bien augmenter naturellement en raison du dynamisme d'un marché par exemple, sans qu'il ne soit pour cela question de perte de compétitivité -prix, mais plutôt d'effet d'aubaine.

Pour s'en convaincre, il suffit de se demander si une entreprise est en meilleure situation quand ses prix de vente augmentent sans voir ses volumes diminuer, ou tout au moins augmentent plus rapidement que ses coûts, ou dans la situation inverse où ses marges augmentent mécaniquement ?

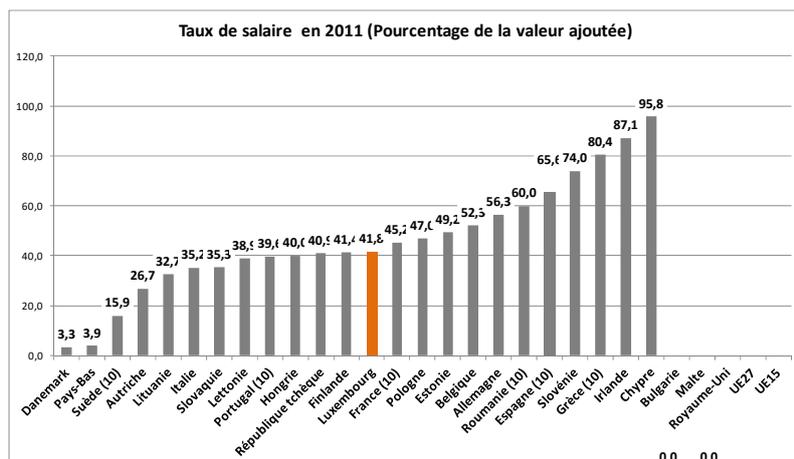
Les taux de rémunération qui vont être développés maintenant permettent de répondre à cette question. En fait, on peut qualifier une augmentation de prix comme perte de compétitivité lorsqu'elle est exogène par exemple (détérioration du taux de change par exemple), ou encore lorsque les augmentations de prix sont forcées par des augmentations de coûts qui rendent les augmentations de prix nécessaires à la survie de l'entreprise, quitte à perdre en volume.

Taux de rémunérations

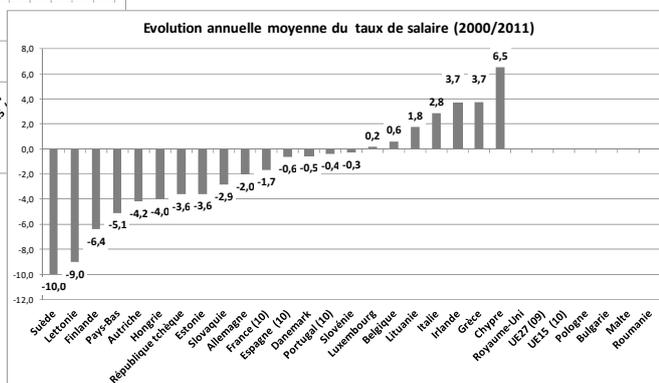
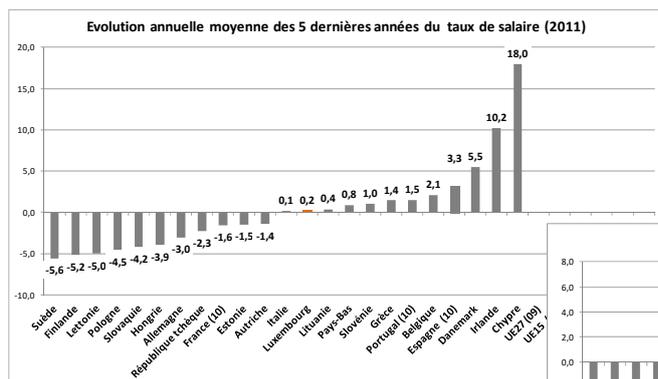
Taux de salaire

Le taux de salaire correspond au salaire moyen rapporté à la productivité moyenne d'une année.

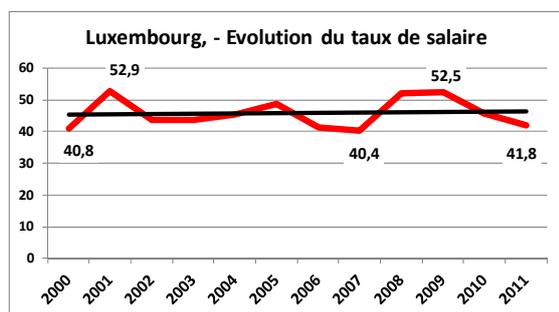
En termes de niveau, on note de très grandes disparités entre les pays, liées notamment à la nature des ressources naturelles exploitées. Avec 41,8%, le Luxembourg se positionne à un niveau intermédiaire, mais très nettement en deçà de ses pays voisins et tout particulièrement la Belgique et l'Allemagne.



Dans la période récente, avec +0,2% par an, la progression luxembourgeoise est purement anecdotique. Le Luxembourg se classe ici encore au milieu du classement. La situation est identique à plus long terme, avec une progression annuelle moyenne de 0,2% ?



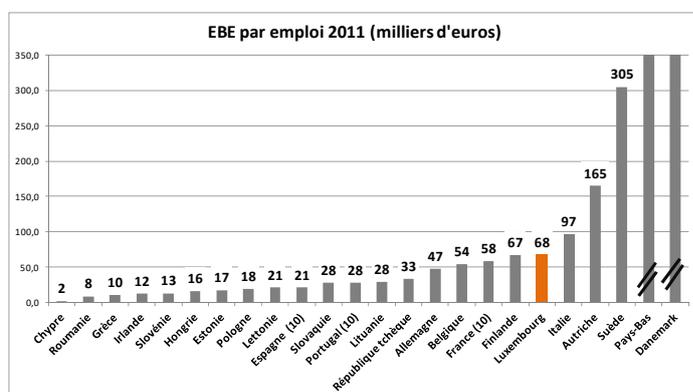
Si l'on observe plus précisément la situation et l'évolution luxembourgeoise, on s'aperçoit que le taux de salaire n'a quasiment pas bougé et que la progression est symbolique de 0,2% par an. Nous pouvons bien observer l'influence des crises sur l'augmentation du taux de salaire (2001 puis 2008/2009), celui-ci revenant à un niveau d'environ 10 points de moins par la suite. Au total, nous pouvons tout de même retenir une grande stabilité du taux de salaire. Ceci montre donc un secteur relativement stable où les coûts salariaux ne semblent pas peser.



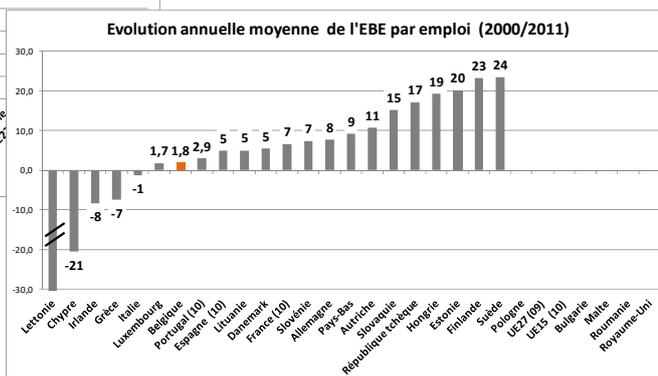
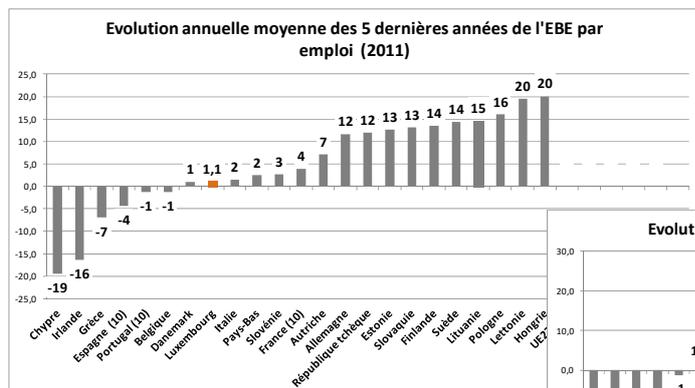
Taux de marge

Le taux de marge rapporte la marge après salaire à la valeur ajoutée brute au coût des facteurs, diminuée de la rémunération du travail.

En termes absolus, le Luxembourg se positionne particulièrement bien, si l'on excepte les pays riches en matières premières.

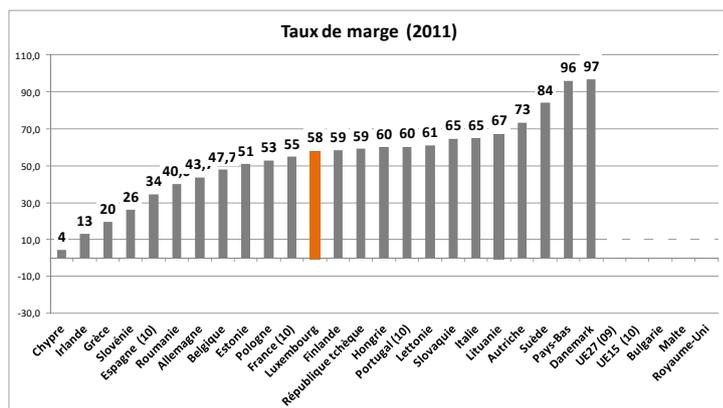


En termes d'évolution, le Luxembourg est plutôt stable, avec une progression annuelle moyenne de 1,1% pour les cinq dernières années, loin de beaucoup de pays européens. Même situation à plus long terme avec une progression annuelle moyenne de 1,8% depuis 2000.



La marge des entreprises luxembourgeoises progresse peu, mais demeure à un niveau particulièrement élevé.

Le taux de marge quant à lui est tout à fait dans la norme européenne avec 58%.



NACE C - INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

1. Industrie manufacturière (divisions 10 à 33)

- Industries alimentaires; fabrication de boissons et de produits à base de tabac (divisions 10, 11, 12)
- Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, du cuir et de la chaussure (divisions 13, 14)
- Travail du bois et du papier, imprimerie et reproduction (divisions 16, 17, 18)
- Cokéfaction et raffinage (division 19)
- Industrie chimique (division 20)
- Industrie pharmaceutique (division 21)
- Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique et autres produits minéraux non métalliques (divisions 22, 23)
- Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements (divisions 24, 25)
- Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (division 26)
- Fabrication d'équipements électriques (division 27)
- Fabrication de machines et équipements n.c.a. (division 28)
- Industrie automobile et construction navale (divisions 29, 30)
- Fabrication de meubles, bijouterie, instruments de musique, jouets, réparation et installation de machines et équipements (divisions 31, 32, 33)

Définition

La section de l'industrie manufacturière comprend la transformation physique ou chimique de matériaux, substances ou composants en nouveaux produits, même si ce critère ne suffit pas à définir l'industrie manufacturière (voir ci-dessous l'observation relative au recyclage des déchets¹⁰). Les matériaux, substances ou composants transformés sont des matières premières produites par l'agriculture, la sylviculture, la pêche ou les industries extractives ainsi que des produits issus d'autres activités manufacturières. L'altération substantielle, la rénovation et la reconstruction de biens sont généralement considérées comme activités manufacturières.

Le produit résultant d'une opération de transformation peut être fini, c'est-à-dire qu'il est prêt à être utilisé ou consommé ou il peut être semi-fini, c'est-à-dire qu'il entre dans la composition d'une autre fabrication.

La fabrication de composants spécialisés et de pièces, accessoires et fixations de machines et équipements est, en règle générale, rangée dans la même classe que la fabrication des machines et équipements auxquels les pièces et accessoires sont destinés. La fabrication de composants et pièces non spécialisés de machines et équipements, tels que moteurs, pistons, générateurs, assemblages électriques, valves, engrenages, roulements, est rangée dans la classe d'activité manufacturière appropriée, sans tenir compte des machines et équipements auxquels ces éléments pourraient être intégrés.

Remarque: les limites entre le secteur manufacturier et les autres secteurs du système de classification peuvent parfois être floues. D'une manière générale, l'activité manufacturière consiste en la transformation de matériaux en nouveaux produits. Le résultat de la production est un nouveau produit. Cependant, la définition de ce qui constitue un nouveau produit peut être assez subjective.

Nombre d'entreprises et d'emplois

¹⁰ Le recyclage des déchets, c'est-à-dire la transformation de déchets en matières premières secondaires, est compris dans le groupe 38.3 (Récupération). Si ce procédé implique des transformations physiques ou chimiques, il n'est toutefois pas considéré comme relevant de l'industrie manufacturière. Toutefois, la fabrication de nouveaux produits finis est comprise dans la section Industrie manufacturière, même si ces procédés utilisent des déchets comme matière de base.

L'industrie manufacturière compte 839 entreprises et emploie 33.200 personnes. Il s'agit donc d'une activité avec peu d'entreprises mais beaucoup de travailleurs (en moyenne une activité de l'économie marchande se compose de 2093 entreprises et de 21.615 personnes).

Branche d'activité (NACE)	Total	Sans salariés	1-4 salariés	5-19 salariés	20-49 salariés	50-249 salariés	250 et + salariés
	839	203	209	223	95	83	26

La section de l'industrie manufacturière se divise dans les 21 divisions suivantes :

Section	Division	Libellé	Nombre d'entreprises		Emploi (en 1000 pers.) en 2011
C		Industrie manufacturière	839		33,2
	10	Industries alimentaires	127	157	5,2
	11	Fabrication de boissons	29		
	12	Fabrication de produits à base de tabac	1		
	13	Fabrication de textiles	23	40	1,3
	14	Industrie de l'habillement	17		
	16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	22	121	1,9
	17	Industrie du papier et du carton	3		
	18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	96		
	20	Industrie chimique	15	15	0,9
	22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	27	66	6,6
	23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	39		
	24	Métallurgie	7	199	9,3
	25	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	192		
	26	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	11	11	1,4
	27	Fabrication d'équipements électriques	16	16	1,3
	28	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	25	25	3,5
	29	Industrie automobile	12	14	0,5
	30	Fabrication d'autres matériels de transport	2		
	31	Fabrication de meubles	34	175	1,4
	32	Autres industries manufacturières	80		
	33	Réparation et installation de machines et d'équipements	61		

			LU	BE	DE	FR	UE27				
CROISSANCE	Emploi	2011	1,5	8 / 21	-0,4	13 / 21	1,9	7 / 21	-0,9	15 / 21	
		2006/2011	-0,4	4 / 21	-1,9	13 / 21	0,2	2 / 21	-2,4	15 / 21	
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	0,2	1 / 20	-1,7	15 / 20	-0,7	6 / 20	-2,1	16 / 20
	Valeur ajoutée en valeur	2011	30,4	1 / 20	4,2	15 / 20	8,9	6 / 20	0,7	17 / 20	
		2006/2011	1,9	11 / 19	-0,2	14 / 19	2,0	9 / 19	-1,2	17 / 19	
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	2,0	13 / 19	0,7	16 / 19	2,3	10 / 19	-0,7	19 / 19
Valeur ajoutée en volume	2011	2,9	15 / 19	3,0	14 / 19	8,3	6 / 19	0,8	17 / 19		
	2006/2011	-4,5	19 / 19	-0,8	13 / 19	0,6	9 / 19	-1,0	14 / 19		
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-2,1	19 / 19	0,0	15 / 19	1,7	11 / 19	0,1	14 / 19	
PRODUCTIVITE	Consommations intermédiaires (% de la production)	niveau 2011	73,9	10 / 19	79,2	19 / 19	69,8	5 / 19	76,9	14 / 19	
		2011	-4,1	1 / 19	1,2	11 / 19	1,1	9 / 19	1,6	15 / 19	
		2006/2011	0,0	3 / 18	1,8	10 / 18	1,2	6 / 18	2,2	12 / 18	
	Progression en points		2000/2011	5,6	15 / 18	3,8	12 / 18	2,9	7 / 18	5,0	14 / 18
	Valeur ajoutée en valeur (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	79,9	5 / 19	84,5	2 / 19	73,1	7 / 19	62,2	9 / 19	
		2011	28,4	2 / 19	4,7	11 / 19	6,9	8 / 19	1,6	17 / 19	
		2006/2011	2,3	11 / 19	1,8	15 / 19	1,8	13 / 19	1,2	17 / 19	
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	1,8	16 / 18	2,5	13 / 18	3,0	12 / 18	1,4	17 / 18
	Valeur ajoutée en volume (milliers d'euros 2005 / emploi)	2011	1,3	16 / 19	3,4	12 / 19	6,3	6 / 19	1,6	15 / 19	
		2006/2011	-4,1	19 / 19	1,1	14 / 19	0,4	16 / 19	1,4	11 / 19	
2000/2011		-2,3	18 / 18	1,7	15 / 18	2,4	12 / 18	2,3	13 / 18		
TAUX DE REMUNERATIONS	Taux de fiscalité sur la production (% de la VA)	niveau 2011	-1,9	2 / 17	-3,4	1 / 17	-0,1	7 / 17		/ 17	
		2011	0,3	15 / 17	-0,4	2 / 17	-0,1	5 / 17		/ 17	
		2006/2011	-1,2	4 / 16	-3,9	1 / 16	-0,1	10 / 16		/ 16	
	Progression en points		2000/2011	-0,5	6 / 17	-4,7	1 / 17	0,2	13 / 17		/ 17
	Taux de salaire (% de la VA)	niveau 2011	66,1	15 / 18	69,4	17 / 18	65,8	14 / 18		/ 18	
		2011	-16,1	1 / 18	-1,4	10 / 18	-1,8	8 / 18		/ 18	
		2006/2011	-1,9	6 / 18	2,8	13 / 18	-0,8	8 / 18		/ 18	
	Progression en points		2000/2011	2,6	13 / 17	2,0	12 / 17	-8,9	3 / 17		/ 17
	Taux de marge (% de la VA)	niveau 2011	35,8	12 / 17	34,0	15 / 17	34,2	14 / 17		/ 17	
		2011	15,8	1 / 17	1,8	9 / 17	1,9	8 / 17		/ 17	
2006/2011		3,1	5 / 16	1,1	7 / 16	0,9	8 / 16		/ 16		
Progression en points		2000/2011	-2,1	12 / 16	2,7	8 / 16	8,8	3 / 16		/ 16	
EBE / Emploi (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	28,6	4 / 17	28,8	3 / 17	25,0	6 / 17		/ 17		
	2011	16,1	1 / 17	2,7	7 / 17	2,9	6 / 17		/ 17		
	2006/2011	5,3	4 / 16	3,3	7 / 16	2,8	9 / 16		/ 16		
Progression en milliers d'euros		2000/2011	3,7	13 / 16	8,6	7 / 16	11,5	4 / 16		/ 16	
IWT	Taux d'investissement (% de l'EBE)	niveau 2011	63,0	3 / 14	50,3	6 / 14	33,7	11 / 14		/ 14	
		2006/2011	170,1	1 / 13	56,3	7 / 13	40,2	11 / 13		/ 13	
		Moyenne	2000/2011	107,9	1 / 13	57,8	6 / 13	44,8	10 / 13		/ 13

Vert si classement dans le 1^{er} tiers, orange dans le 2^{ème} et rouge dans le 3^{ème}

Lors de la rencontre Gouvernement-Fedil du 12 mars, son président déclarait que la production de l'industrie n'atteignait plus aujourd'hui que 80% de ce qu'elle était avant la crise.

Or ceci n'est pas tout à fait vrai. Il ne faut pas confondre valeur ajoutée brute et production.

Comme le montre le tableau ci-dessous, si la valeur ajoutée a bien baissé de 28,5%, il faut remarquer que les consommations intermédiaires ont augmenté de 2,1% pendant que la production elle baissait de 7,1%, toujours en volume. En volume, la production a diminué de 7,1%, soit un niveau de 93% par rapport à 2007. En valeur, la production est de 102,9% de celle de 2007.

Mais ce qu'il est intéressant de constater, c'est que hors sidérurgie, la production a augmenté de 0,8% en volume et de 15,2% en valeur. Autre phénomène intéressant, c'est que si hors sidérurgie tous les agrégats ont progressé au même rythme, en volume, les consommations intermédiaires ont progressé nettement plus rapidement, si bien que la valeur ajoutée brute en volume a diminué.

La conclusion serait donc que l'industrie se porte plutôt bien hormis la sidérurgie.

Evolutions 2007-2011

		Industrie manufacturière	Sidérurgie	Industrie hors sidérurgie
Valeur	Production	2,9%	-14,6%	15,2%
	Consommations intermédiaires	8,7%	-0,1%	15,0%
	Valeur ajoutée brute	-10,3%	-48,0%	15,7%
Volume	Production	-7,1%	-20,1%	
	Consommations intermédiaires	2,1%	-11,9%	
	Valeur ajoutée brute	-28,5%	-36,5%	

Dans beaucoup de domaines, le Luxembourg connaît en fait des croissances de l'emploi comme de la valeur ajoutée brute « digne des pays émergents et ce, malgré la crise.

Au total, malgré une croissance moyenne, le Luxembourg est le seul pays d'Europe à connaître une croissance de l'emploi. Malgré cela, son niveau de productivité ainsi que de marge par emploi demeure parmi les plus élevés d'Europe (respectivement 5^{ème} et 4^{ème}).

Industries alimentaires; fabrication de boissons et de produits à base de tabac (divisions 10, 11, 12)

Définition

La division 10 « Industries alimentaires », regroupant 127 entreprises, comprend la transformation des produits de la culture, de la sylviculture et de la pêche en aliments pour l'homme ou l'animal et comprend également la production de divers produits intermédiaires non directement alimentaires.

La division 11 « Fabrication de boissons » qui est composée de 29 entreprises, comprend la fabrication de boissons, telles que les boissons non alcoolisées et les eaux minérales, la fabrication de boissons alcoolisées obtenues principalement par fermentation, de bières et de vins, ainsi que la fabrication de boissons alcoolisées distillées.

La division 12 « Fabrication de produits à base de tabac » comprend la transformation d'un produit agricole, le tabac, en un produit propre à la consommation finale. Elle est constituée par une seule entreprise

Ensemble, ces divisions se composent de 157 entreprises et emploient 5.200 personnes.

			LU	BE	DE	FR	UE27			
CROISSANCE	Emploi	2011	1,5	5 / 19	0,2	7 / 19	/ 19	/ 19		
		2006/2011	1,8	1 / 19	-0,4	7 / 19	/ 19	/ 19		
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	1,7	1 / 19	-0,3	5 / 19	/ 19	/ 19	
	Valeur ajoutée en valeur	2011	14,0	2 / 18	1,4	11 / 18	/ 18	0,0	12 / 18	3,0
		2006/2011	3,8	3 / 17	1,6	10 / 17	/ 17	-1,9	16 / 17	1,5
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	3,9	7 / 17	2,0	12 / 17	/ 17	-0,2	15 / 17
Valeur ajoutée en volume	2011	-3,6	12 / 15	9,7	1 / 15	/ 15	-0,8	10 / 15	3,9	
	2006/2011	-7,2	14 / 15	3,9	1 / 15	/ 15	-1,7	8 / 15	0,6	
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-4,0	14 / 15	2,8	2 / 15	/ 15	-0,3	8 / 15	0,7
PRODUCTIVITÉ	Consommations intermédiaires (% de la production)	niveau 2011	65,1	3 / 16	81,0	15 / 16	/ 16	80,1	13 / 16	
		2011	-1,9	1 / 16	1,3	7 / 16	/ 16	1,3	8 / 16	
		2006/2011	-0,3	3 / 15	3,9	13 / 15	/ 15	4,8	14 / 15	
		Progression en points		2000/2011	-2,1	2 / 15	2,8	10 / 15	/ 15	5,2
	Valeur ajoutée en valeur (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	55,5	7 / 16	69,4	5 / 16	/ 16		/ 16	
		2011	12,3	1 / 16	1,2	7 / 16	/ 16		/ 16	
	Progression annuelle moyenne (%)		2006/2011	2,0	10 / 16	2,0	11 / 16	/ 16		/ 16
	2000/2011		2,2	14 / 16	2,3	13 / 16	/ 16		/ 16	
	Valeur ajoutée en volume (milliers d'euros 2005 / emploi)	2011	-5,0	11 / 14	9,4	1 / 14	/ 14		/ 14	
		2006/2011	-8,8	14 / 14	4,3	1 / 14	/ 14		/ 14	
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-5,6	13 / 14	3,1	4 / 14	/ 14		/ 14	
TAUX DE REMUNERATIONS	Taux de fiscalité sur la production (% de la VA)	niveau 2011	-0,2	3 / 14	-2,0	2 / 14	/ 14		/ 14	
		2011	0,0	7 / 14	-0,3	1 / 14	/ 14		/ 14	
		2006/2011	-0,1	6 / 14	-3,6	1 / 14	/ 14		/ 14	
		Progression en points		2000/2011	-0,1	6 / 14	-4,8	1 / 14	/ 14	
	Taux de salaire (% de la VA)	niveau 2011	64,3	14 / 16	61,0	13 / 16	/ 16		/ 16	
		2011	-6,8	1 / 16	0,9	11 / 16	/ 16		/ 16	
	Progression en points		2006/2011	2,1	11 / 16	2,4	12 / 16	/ 16		/ 16
	2000/2011		-3,7	7 / 16	2,3	10 / 16	/ 16		/ 16	
	Taux de marge (% de la VA)	niveau 2011	35,9	12 / 14	40,9	10 / 14	/ 14		/ 14	
		2011	6,8	1 / 14	-0,5	10 / 14	/ 14		/ 14	
Progression en points		2006/2011	-2,0	10 / 14	1,2	8 / 14	/ 14		/ 14	
2000/2011		3,8	6 / 14	2,5	7 / 14	/ 14		/ 14		
EBE / Emploi (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	19,9	6 / 14	28,4	5 / 14	/ 14		/ 14		
	2011	5,5	2 / 14	0,0	9 / 14	/ 14		/ 14		
Progression en milliers d'euros		2006/2011	0,9	10 / 14	3,4	6 / 14	/ 14		/ 14	
2000/2011		5,9	7 / 14	7,6	6 / 14	/ 14		/ 14		
IWT	Taux d'investissement (% de l'EBE)	niveau 2011	87,6	2 / 8	51,0	5 / 8	/ 8		/ 8	
		2006/2011	102,6	2 / 8	49,9	5 / 8	/ 8		/ 8	
		Moyenne	2000/2011	72,6	2 / 8	51,1	5 / 8	/ 8		/ 8

Les résultats concernant le Luxembourg sont contrastés. Malgré un taux de salaire élevé, un taux de marge faible, avec toutefois un niveau de marge par emploi honorable, l'industrie alimentaire connaît un développement important.

Si la valeur ajoutée brute en volume connaît une des plus faibles progressions européennes, la situation est totalement inversée concernant l'emploi et la valeur ajoutée brute nominale.

L'explication de cette évolution paradoxale tient à une forte progression des consommations intermédiaires. Si en valeur, elles demeurent stables au regard de la production, en volume, elles ont progressé de près de 30% plus rapidement que la production.

Immanquablement, cela a donc pesé sur la valeur ajoutée brute en volume, et par conséquent sur la productivité, alors que la valeur ajoutée brute nominale se porte plutôt bien. Les prix des consommations intermédiaires ayant progressé moins rapidement que ceux de la production, les entreprises auraient pu en profiter pour améliorer considérablement les marges sans cette augmentation considérable des volumes d'achat intermédiaires.

L'évolution de la branche, même si elle est contrastée au regard de certains indicateurs ne doit toutefois pas inquiéter. En effet, il est difficilement concevable que les entreprises de la branche se portent mal lorsque l'on voit la progression de l'emploi, la plus forte d'Europe depuis 2000, mais aussi les investissements réalisés qui sur les cinq dernières années ont même dépassé la marge après salaires.

Cette forte croissance de l'emploi conjuguée à un niveau d'investissements élevé est bien le signe que les entreprises ont confiance en l'avenir et qu'elles anticipent une poursuite du développement de leur activité.

Croissance

En matière d'emploi, le Luxembourg a connu une croissance particulièrement forte puisqu'avec un peu moins de 2%, le Luxembourg aura connu la plus forte croissance européenne de l'emploi. Avec 1,5% de croissance en 2011, le Luxembourg se classe au 5^{ème} rang, un niveau toujours particulièrement convenable.

Après un léger coup d'arrêt en 2007 et 2008, l'emploi a repris une progression relativement forte par la suite avec +9,3% entre 2008 et 2011.

Cette évolution de l'emploi demeure moins forte que celle de la valeur ajoutée brute nominale dont la croissance est particulièrement forte au cours des dernières années avec parmi les meilleures performances européennes (3^{ème} entre 2006 et 2011) et une performance moyenne (7^{ème} sur 17) depuis 2000.

Cette évolution masque néanmoins un repli marqué et indépendant de la crise entre 2005 et 2008. Il aura en effet fallu attendre 2009 pour que le niveau de valeur ajoutée brute retrouve celui de 2005.

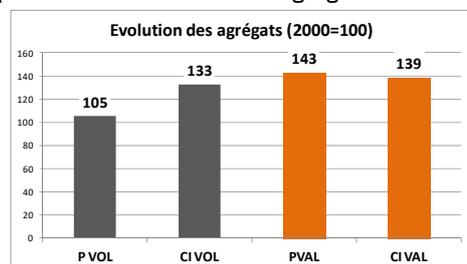
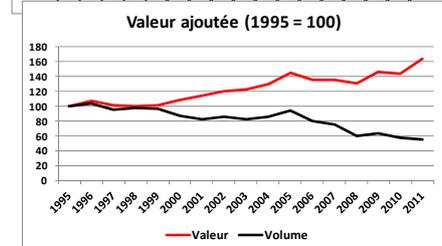
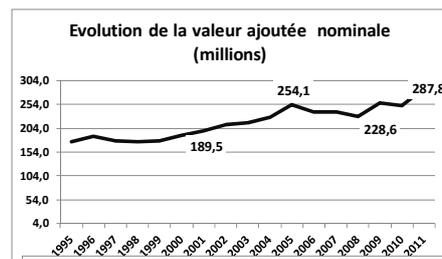
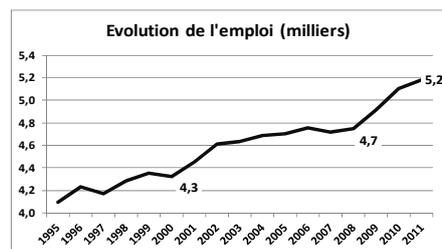
En volume par contre, avec une évolution diamétralement opposée à l'évolution de la valeur ajoutée brute nominale, le Luxembourg connaît des performances relativement faibles, parmi les moins bonnes d'Europe avec notamment un classement à la 14^{ème} place sur 15 depuis 2000.

Malgré le pic de 2005, cette branche connaît sur le long terme une baisse de croissance quasi constante. Cette évolution est paradoxale au regard de la progression de l'emploi, dans la mesure où cela signifierait que malgré une baisse de l'activité selon l'indicateur traditionnellement retenu (la valeur ajoutée brute en volume), les entreprises auraient continué à embaucher. Une des explications tient à l'évolution relative des prix des consommations intermédiaires et de la production (voir plus pas)

Productivité

Avec une part des consommations intermédiaires de 65% de la production, le Luxembourg figure en très bonne place (3^{ème} sur 16). Cette part est même en léger recul par rapport à 2000. Ce résultat apparemment bon doit toutefois être relativisé. En effet, si en valeur les consommations intermédiaires progressent légèrement moins rapidement que la production, en volume, il en va tout autrement puisque pendant que la production aurait progressé de 5% entre 2000 et 2011, les consommations intermédiaires auraient elles progressé de 33%.

Le niveau de valeur ajoutée brute par emploi en 2011 se situait à un niveau intermédiaire (7^{ème} sur 16) avec 55.500 euros par emploi. Cependant, la progression de la valeur ajoutée par emploi est relativement faible, si ce n'est en valeur pour l'année 2011. Sur le plus long terme, que ce soit en volume ou en valeur, la productivité luxembourgeoise est une des plus faibles d'Europe. Bien sûr, l'évolution des consommations intermédiaires n'y est pas étrangère.



En effet, si les consommations intermédiaires avaient progressé en volume au même rythme que la production, la valeur ajoutée par emploi aurait été en 2011 de 77.000 euros au lieu de 55.500 euros.

Cette forte progression des consommations intermédiaires ne peut pas s'expliquer par un renchérissement des matières premières dans la mesure où c'est en volume qu'elles progressent le plus. Elle peut s'expliquer cependant de deux manières (hors problèmes méthodologiques dans l'estimation des prix) :

- Une moins bonne efficacité productive.
- Un changement dans la structure de la branche et un glissement vers des industries à moins forte valeur ajoutée.

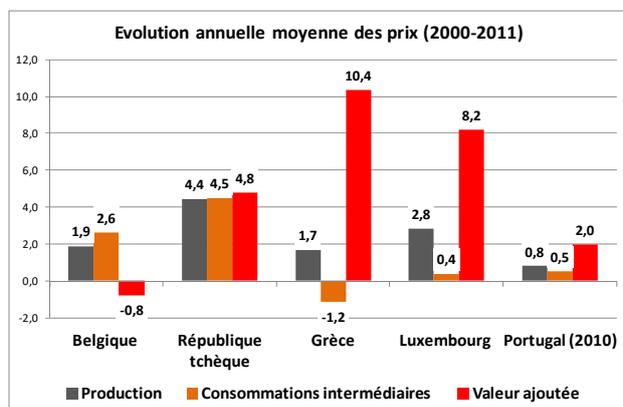
Prix

Eurostat publie peu de données concernant les volumes de la production et des consommations intermédiaires. Ceci nous empêche de réaliser une analyse plus fine et explique l'absence des données relatives aux prix dans le tableau synthétique.

Généralement, les économistes utilisent le déflateur de valeur ajoutée brute pour estimer la compétitivité prix et souvent pour la compétitivité coûts, pourtant, le cas présent illustre une nouvelle fois les lacunes inhérentes à l'utilisation directe du prix « implicite » de la valeur ajoutée brute dans l'évaluation des performances économiques. Pourtant, comme l'illustre une analyse plus fine des prix, un tel détournement est loin d'être pertinent.

Sur le long terme, le Luxembourg a vu le prix de sa production augmenter de 2,8% par an en moyenne pendant que celui des consommations intermédiaires progressait de 0,4% par an. Résultat, le prix implicite de la valeur ajoutée brute a progressé de 8,2% par an.

Si l'interprétation classique amènerait à considérer que le Luxembourg aurait nettement perdu en compétitivité, au même titre que la Grèce, on constate que dans les faits, l'augmentation annuelle moyenne du prix de la production, même s'il est plus élevé que dans les autres pays hormis la République Tchèque, l'écart avec les autres pays demeure raisonnable.

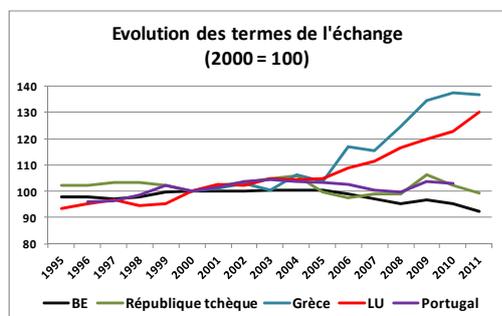


Si une interprétation directe est délicate, par manque de données concernant les autres pays, c'est surtout en raison de l'étroitesse de la branche au Luxembourg qu'elle l'est. En effet, compte tenu de la taille du pays, rien ne garantit que la production luxembourgeoise soit comparable à celle des autres pays et cette différence de structure rend difficilement comparable les évolutions de prix.

Aussi, il semble plus intéressant de comparer l'évolution comparée des prix entre production et consommations intermédiaires. Les termes de l'échange, rapport entre les prix de la production et ceux des consommations intermédiaires est supérieur à 100 si les seconds augmentent moins vite que les premiers.

Cela signifie que la branche voit ainsi ses marges augmenter mécaniquement puisqu'elle parvient à vendre de plus en plus cher tout en achetant de moins en moins cher. Avec des termes de l'échange croissants sur presque toute la période, le Luxembourg a donc vu ses marges unitaires progresser nettement.

Notons que nous passons donc d'une interprétation de perte de compétitivité prix, si l'on se base sur une analyse basée sur la valeur ajoutée brute à une interprétation d'amélioration des marges par gain de compétitivité coût.



Taux de rémunérations

Avec 64,3% de la valeur ajoutée brute, le Luxembourg dispose de l'un des plus forts taux de salaire (14^{ème} sur 16). Notons tout de même que 2011 a été marqué par une très forte baisse de 6,8 points qui permet au Luxembourg d'avoir pu bénéficier d'une baisse sur le long terme. En corollaire, le taux de marge (EBE/valeur ajoutée brute) est un des plus faibles avec 35,9%.

Ceci n'empêche pas le Luxembourg de disposer en termes absolus d'un EBE par emploi de 19.900 euros se positionnant à une très honorable place (6^{ème} sur 14).

Investissements

Le taux d'investissement considéré ici est le montant de la formation brute de capital fixe (FBCF) rapporté à l'EBE. Traditionnellement, l'investissement est rapporté à la valeur ajoutée brute. Il nous a semblé plus pertinent de le rapporter à la marge après salaires, permettant ainsi de déterminer quelle est la part de la marge d'exploitation consacrée à l'investissement.

A court comme à long terme, le Luxembourg connaît un taux d'investissement particulièrement élevé, au 2^{ème} rang européen, avec sur la période 2006/2011 un taux d'investissement qui a même dépassé 100 %.

Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, du cuir et de la chaussure (Division 13)

La division 13 « Fabrication de textiles » composée de 23 entreprises, comprend la préparation et la filature de fibres textiles ainsi que le tissage, l'ennoblissement de textiles et d'articles vestimentaires, la fabrication d'articles confectionnés en matières textiles à l'exception des articles vestimentaires (par exemple: linge de maison, couvertures, tapis, ficelles, etc.). La production de fibres naturelles relève de la division 01, tandis que la fabrication de fibres synthétiques est une opération chimique qui doit être rangée dans la classe 20.60.

La division 14 « Industrie de l'habillement » vise toute la confection (prêt-à-porter ou sur mesure), en toutes matières (cuir, tissu, étoffes à maille, etc.), de tous vêtements (dessus, dessous pour hommes, femmes, enfants, travail, ville, loisirs) et accessoires. Cette division comprend aussi l'industrie des fourrures (pelletteries et vêtements).

La division 15 « Industrie du cuir et de la chaussure » quant à elle comprend la préparation et la teinture de fourrures et la transformation des peaux en cuir par le tannage ou le corroyage et la fabrication de produits en cuir destinés à la consommation finale. Elle comprend également la fabrication d'articles similaires en d'autres matières (imitations de cuir ou cuirs synthétiques), tels que chaussures en caoutchouc, articles de voyage en matières textiles, etc.

Les divisions 14 et 15 sont constituées par 17 entreprises et avec la division 13, elles emploient un total de 1.300 personnes

			LU	BE	DE	FR	UE27			
CROISSANCE	Emploi	2011	4,4	1 / 19	-4,1	12 / 19	/ 19	/ 19		
		2006/2011	4,0	1 / 19	-5,8	8 / 19	/ 19	/ 19		
	Progression annuelle moyenne (%)	2000/2011	6,7	1 / 19	-5,6	9 / 19	/ 19	/ 19		
		2011	13,1	3 / 18	-3,0	14 / 18	/ 18	-7,6	16 / 18	-2,1
	Valeur ajoutée en valeur	2006/2011	2,8	1 / 17	-5,6	11 / 17	/ 17	-5,6	12 / 17	-3,4
		2000/2011	3,4	1 / 17	-4,1	10 / 17	/ 17	-4,9	13 / 17	-2,9
Progression annuelle moyenne (%)	2011	3,5	5 / 15	0,5	7 / 15	/ 15	-1,2	9 / 15	-1,1	
	2006/2011	1,9	2 / 15	-3,9	8 / 15	/ 15	-4,6	9 / 15	-3,4	
Valeur ajoutée en volume	2000/2011	3,9	1 / 15	-2,7	8 / 15	/ 15	-4,0	12 / 15	-3,1	
	Progression annuelle moyenne (%)	niveau 2011	67,1	6 / 16	75,3	14 / 16	/ 16	69,8	11 / 16	
Consommations intermédiaires (% de la production)		2011	-2,2	2 / 16	1,9	14 / 16	/ 16	2,0	15 / 16	
	Progression en points	2006/2011	1,7	12 / 15	1,9	13 / 15	/ 15	-0,6	5 / 15	
Valeur ajoutée en valeur (milliers d'euros / emploi)		2000/2011	10,8	14 / 15	0,2	9 / 15	/ 15	-0,1	8 / 15	
	niveau 2011	2011	132,8	1 / 16	48,2	4 / 16	/ 16		/ 16	
2006/2011		2011	8,3	7 / 16	1,1	12 / 16	/ 16		/ 16	
	Progression annuelle moyenne (%)	2006/2011	-1,2	15 / 16	0,2	12 / 16	/ 16		/ 16	
2000/2011		2000/2011	-3,2	16 / 16	1,6	12 / 16	/ 16		/ 16	
	Valeur ajoutée en volume (milliers d'euros 2005 / emploi)	2011	-0,9	8 / 14	4,9	6 / 14	/ 14		/ 14	
Progression annuelle moyenne (%)		2006/2011	-2,0	13 / 14	2,0	8 / 14	/ 14		/ 14	
	2000/2011	2000/2011	-2,6	14 / 14	3,1	8 / 14	/ 14		/ 14	
TAUX DE REMUNERATIONS		Taux de fiscalité sur la production (% de la VA)	niveau 2011	-0,9	4 / 14	-4,2	1 / 14	/ 14	/ 14	
	2011		0,1	5 / 14	-0,8	1 / 14	/ 14	/ 14	/ 14	
	Progression en points	2006/2011	3,2	14 / 14	-4,4	1 / 14	/ 14	/ 14	/ 14	
		2000/2011	/ 13	-5,5	1 / 13	/ 13	/ 13	/ 13	/ 13	
	Taux de salaire (% de la VA)	niveau 2011	52,2	3 / 16	78,6	14 / 16	/ 16	/ 16	/ 16	
		2011	-1,4	7 / 16	2,2	13 / 16	/ 16	/ 16	/ 16	
Progression en points	2006/2011	10,0	16 / 16	8,2	13 / 16	/ 16	/ 16	/ 16		
	2000/2011	21,7	16 / 16	11,1	14 / 16	/ 16	/ 16	/ 16		
Taux de marge (% de la VA)	niveau 2011	48,6	2 / 14	25,6	12 / 14	/ 14	/ 14	/ 14		
	2011	1,3	6 / 14	-1,4	12 / 14	/ 14	/ 14	/ 14		
Progression en points	2006/2011	-13,2	14 / 14	-3,8	10 / 14	/ 14	/ 14	/ 14		
	2000/2011	-20,9	14 / 14	-5,6	11 / 13	/ 13	/ 13	/ 13		
EBE / Emploi (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	64,6	1 / 14	12,3	4 / 14	/ 14	/ 14	/ 14		
	2011	6,5	1 / 14	-0,5	12 / 14	/ 14	/ 14	/ 14		
Progression en milliers d'euros	2006/2011	-22,5	14 / 14	-1,7	11 / 14	/ 14	/ 14	/ 14		
	2000/2011	-66,8	14 / 14	-0,3	11 / 13	/ 13	/ 13	/ 13		
IWT	Taux d'investissement (% de l'EBE)	niveau 2011	9,1	8 / 8	60,7	1 / 8	/ 8	/ 8		
		2006/2011	30,8	5 / 8	52,6	2 / 8	/ 8	/ 8		
	Moyenne	2000/2011	30,4	6 / 8	51,6	2 / 7	/ 7	/ 7		

En matière de croissance, le Luxembourg est de loin parmi les meilleurs élèves européens, qu'il s'agisse d'emploi ou de valeur ajoutée brute. Il en va de même concernant le niveau de productivité avec 132.800 euros par emploi, plus du double du deuxième, les Pays-Bas.

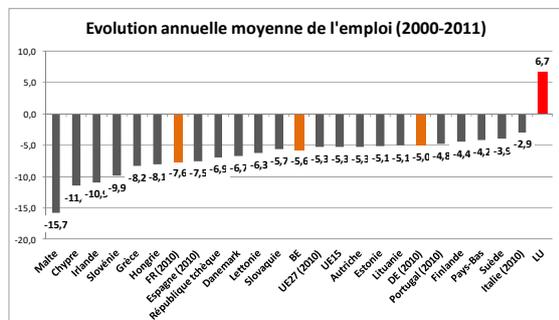
L'évolution de la productivité est très défavorable, avec une des plus faibles progressions, en volume comme en valeur (en 2000, la valeur ajoutée brute par emploi était de 189.000 euros par emploi). Toutefois, l'évolution de l'emploi, de même que la forte augmentation de la part des consommations intermédiaires dans la production suggère plus un changement structurel de la branche qu'un réel problème de productivité.

En effet, l'emploi a été multiplié par plus de deux et même pour la valeur ajoutée brute, le Luxembourg connaît la plus forte croissance d'Europe. Nous sommes donc loin d'un déclin productif.

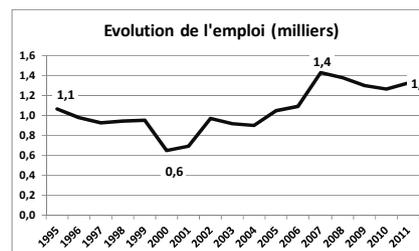
De fait, malgré des prix des consommations intermédiaires progressant plus rapidement que ceux de la production amenant à une réduction mécanique des marges, le Luxembourg dispose de coûts salariaux parmi les plus faibles d'Europe, mais aussi de l'EBE par emploi le plus élevé, loin devant les autres pays avec encore une fois plus du double des Pays-Bas.

Croissance

Avec une croissance de l'emploi de 6,7% par an entre 2000 et 2011, le Luxembourg est de loin à la première place européenne avec même la situation particulière d'être le seul pays européen à avoir connu une progression depuis 2000.

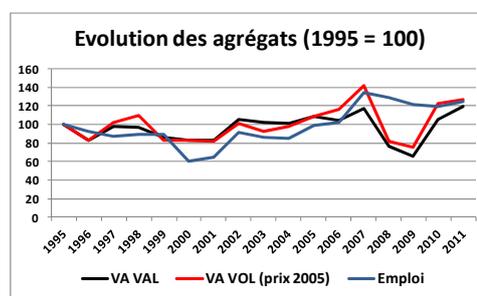


Après une période de baisse de l'emploi qui a presque été divisé par deux entre 1995 et 2000, celui-ci a progressé de manière continue jusqu'à la crise qui a marqué un certain recul de l'emploi, lequel a repris sa progression en 2011.



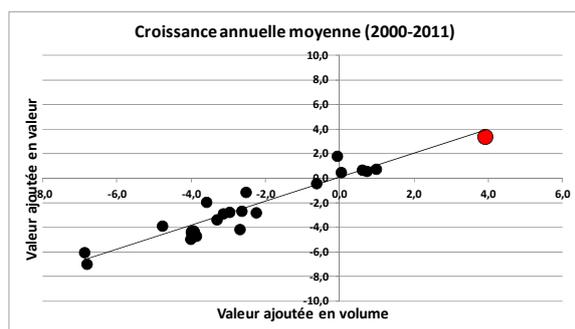
Concernant la valeur ajoutée brute, on note la même incidence de la crise à partir de 2008 avec une valeur ajoutée brute en baisse marquée. En 2009, la valeur ajoutée brute en volume comme en valeur sont d'ailleurs à leur plus bas niveau depuis 1995 !

Malgré cela, que ce soit en volume ou en valeur, le Luxembourg figure parmi les pays ayant connu la plus forte progression de la valeur ajoutée brute en se situant même à la première place européenne pour la période 2000-2011.



Notons qu'à partir de 2000, la progression de l'emploi est plus faible que celle de la valeur ajoutée brute. Cette situation s'inverse avec la crise, l'emploi se réduisant nettement moins que la valeur ajoutée brute, sans doute le fait des mesures de maintien dans l'emploi. L'année 2011 marque le retour à une progression globale de l'emploi et la valeur ajoutée brute similaires. Notons au passage que cela signifie un niveau de productivité 2011 équivalent à celui de 1995.

C'est au Luxembourg que la croissance de la valeur ajoutée brute, en volume comme en valeur, est la plus forte (point rouge), le Luxembourg faisant d'ailleurs partie des rares pays avec une croissance positive.

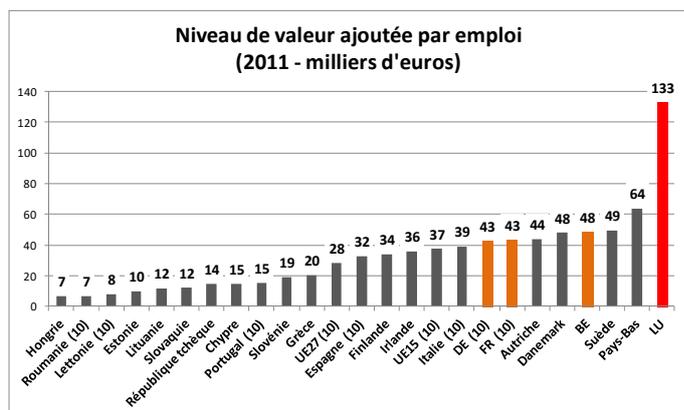


Productivité

Avec 67,1% de la production, le Luxembourg se classe en position médiane concernant les consommations intermédiaires. Toutefois, sur le long terme, la progression est de 10,8 points, soit une des plus fortes d'Europe.

Comme semblaient l'indiquer les indicateurs précédents, l'évolution de la productivité luxembourgeoise est une des plus faibles d'Europe. Pourtant, son niveau est de loin le plus élevé avec 132.800 euros par

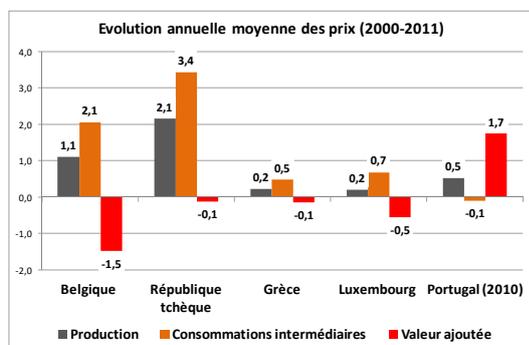
emploi, le Luxembourg se classe en effet 1^{er} de la classe européenne. Le 2^{ème} pays européen, les Pays-Bas ne disposent que de 64.000 euros par emploi.



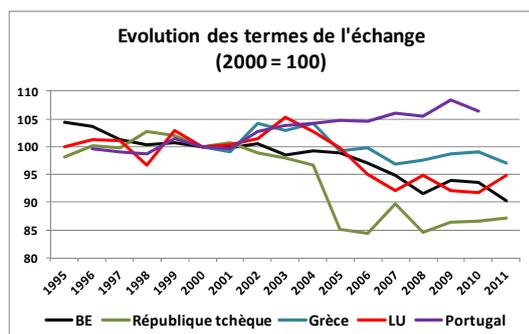
Ainsi, si les progressions de la productivité luxembourgeoise dans le textile sont peu flatteuses, la spécialisation luxembourgeoise semble être un véritable atout concernant son niveau. Outre les consommations intermédiaires qui ont lourdement pesé sur cette productivité, on pourra tout de même noter qu'il est peu probable que les entreprises du secteur n'aient embauché autant, avec plus d'un doublement de l'emploi depuis 2000, sans que cela ne leur apporte quelque chose, comme en témoigne d'ailleurs la croissance de la valeur ajoutée brute qui, malgré la crise, demeure exceptionnelle dans le contexte européen.

Prix

En dehors du Portugal, le Luxembourg a vu, comme les autres pays, les prix de ses consommations intermédiaires progresser plus rapidement que ceux de la production. En conséquence, le déflateur de valeur ajoutée brute a diminué impliquant une croissance de la valeur ajoutée brute plus forte en volume qu'en valeur.



De ce fait, en dehors du Portugal, tous les pays ont vu leurs termes de l'échange se dégrader, c'est-à-dire que leurs marges se sont mécaniquement dégradées du fait que les prix de leurs consommations intermédiaires progressaient plus rapidement que leurs prix de ventes.



Taux de rémunération

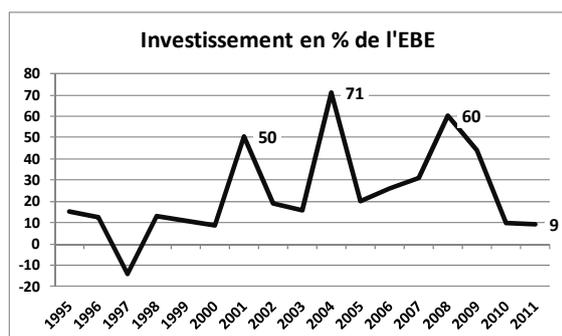
Concernant les impôts sur la production, une fois encore le Luxembourg figure parmi les meilleurs élèves avec une fiscalité sur la productivité négative, signifiant que les subventions sont supérieures aux impôts sur la production avec -0,9% de la valeur ajoutée brute, en 4^{ème} place sur 14.

Le Luxembourg bénéficie en outre d'un taux de salaire parmi les plus faibles d'Europe, malgré une forte progression à long comme à moyen terme (16^{ème} sur 16). Le taux de marge est inversement parmi les plus élevés d'Europe. Surtout, le niveau d'EBE par emploi est de loin le plus élevé avec 64.600 euros par emploi.

On remarquera tout de même qu'avec 20,9 points de moins concernant le taux de marge par rapport à 2000 et un EBE par emploi divisé par deux sur la même période, l'évolution des marges pourrait paraître inquiétante. Cependant, le doublement de l'emploi pendant la même période suggère plutôt un changement de structure de la branche qu'une perte de rentabilité.

Investissements

Concernant l'investissement, le Luxembourg figure plutôt en mauvaise position avec simplement 9,1% de l'EBE 2011 y consacré, soit la 8^{ème} place sur 8 en 2011 (15^{ème} sur 20 en 2010). L'investissement dans la branche est toutefois très cyclique et 2011 correspond justement non seulement au creux de cycle des investissements, mais également à une période d'incertitude économique.



Travail du bois et du papier, imprimerie et reproduction (Division 16)

La division 16 « Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles; fabrication d'articles en vannerie et sparterie » qui compte 22 entreprises, comprend la fabrication de produits en bois tels que bois de charpente, panneaux de bois, placages, emballages en bois, parquets en bois, armatures en bois et bâtiments en bois préfabriqués. Les opérations de production comprennent le sciage, le rabotage, le façonnage, le laminage et l'assemblage de produits en bois à partir de rondins qui sont débités en planches ou de bois de charpente qui peut être ensuite coupé ou façonné au moyen de tours ou autres outils de façonnage. Le bois de charpente ou les autres formes de bois transformé peuvent également être ultérieurement rabotés ou polis et assemblés en produits finis tels que des emballages en bois.

À l'exception des scieries, les unités sont regroupées en filières, basées essentiellement sur les produits spécifiques qui sont fabriqués. Cette division ne comprend ni la fabrication de meubles, ni la pose des menuiseries.

La division 17 « Industrie du papier et du carton » est composée de 3 entreprises et couvre notamment la fabrication de la pâte à papier, du papier ou des produits en papier recyclé. On distingue trois activités essentielles: la fabrication de pâte à papier, la fabrication du papier et les produits à base de papier recyclé.

La division 18 « Imprimerie et reproduction » se constitue de 96 entreprises et concerne l'impression de produits tels que journaux, livres, périodiques, formulaires commerciaux, cartes de vœux et autres matériaux et recouvre également des activités accessoires telles que les services de reliure, de photogravure et de photocomposition.

Ensemble, ces divisions comptent donc 121 entreprises avec 1.900 travailleurs.

			LU	BE	DE	FR	UE27				
CROISSANCE	Emploi	2011	-0,8	6 / 19	-0,7	5 / 19	/ 19	/ 19			
		2006/2011	-4,7	12 / 19	-2,4	5 / 19	/ 19	/ 19			
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-1,2	7 / 19	-2,1	11 / 19	/ 19	/ 19		
	Valeur ajoutée en valeur	2011	29,2	1 / 18	4,1	7 / 18	/ 18	1,2	11 / 18	3,4	
		2006/2011	1,8	4 / 17	-2,0	13 / 17	/ 17	-1,9	12 / 17	-1,5	
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	1,6	7 / 17	-0,7	12 / 17	/ 17	-1,7	13 / 17	-0,7
Valeur ajoutée en volume	2011	-7,5	15 / 15	8,0	3 / 15	/ 15	-0,4	8 / 15	3,4		
	2006/2011	-5,6	13 / 15	-0,2	7 / 15	/ 15	0,8	4 / 15	-0,8		
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-1,1	12 / 15	1,1	8 / 15	/ 15	0,5	10 / 15	0,2	
PRODUCTIVITE	Consommations intermédiaires (% de la production)	niveau 2011	72,6	10 / 16	73,5	13 / 16	/ 16	69,3	7 / 16		
		2011	-8,6	1 / 16	0,9	10 / 16	/ 16	0,1	4 / 16		
		2006/2011	-4,7	1 / 15	4,2	12 / 15	/ 15	0,3	5 / 15		
		Progression en points		2000/2011	5,3	13 / 15	4,0	9 / 15	/ 15	3,2	8 / 15
	Valeur ajoutée en valeur (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	87,8	1 / 16	68,1	5 / 16	/ 16		/ 16		
		2011	30,3	2 / 16	4,8	9 / 16	/ 16		/ 16		
	Progression annuelle moyenne (%)		2006/2011	6,8	4 / 16	0,4	12 / 16	/ 16		/ 16	
	Progression en points		2000/2011	2,8	7 / 16	1,5	14 / 16	/ 16		/ 16	
Valeur ajoutée en volume (milliers d'euros 2005 / emploi)	2011	-6,7	14 / 14	8,7	2 / 14	/ 14		/ 14			
	2006/2011	-0,9	11 / 14	2,3	8 / 14	/ 14		/ 14			
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	0,2	12 / 14	3,3	7 / 14	/ 14		/ 14		
TAUX DE REMUNERATIONS	Taux de fiscalité sur la production (% de la VA)	niveau 2011	-2,1	2 / 13	-3,1	1 / 13	/ 13		/ 13		
		2011	0,4	11 / 13	-0,4	2 / 13	/ 13		/ 13		
		2006/2011	-1,9	2 / 13	-3,2	1 / 13	/ 13		/ 13		
		Progression en points		2000/2011	-1,1	3 / 13	-3,9	1 / 13	/ 13		/ 13
	Taux de salaire (% de la VA)	niveau 2011	54,3	8 / 16	65,9	13 / 16	/ 16		/ 16		
		2011	-14,1	1 / 16	-1,6	8 / 16	/ 16		/ 16		
		2006/2011	-11,1	2 / 16	5,4	13 / 16	/ 16		/ 16		
		Progression en points		2000/2011	-3,2	5 / 16	4,4	9 / 16	/ 16		/ 16
	Taux de marge (% de la VA)	niveau 2011	47,8	5 / 13	37,3	10 / 13	/ 13		/ 13		
		2011	13,7	1 / 13	2,0	5 / 13	/ 13		/ 13		
		2006/2011	12,9	1 / 13	-2,2	10 / 13	/ 13		/ 13		
		Progression en points		2000/2011	4,3	2 / 13	-0,5	4 / 13	/ 13		/ 13
EBE / Emploi (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	42,0	1 / 13	25,4	4 / 13	/ 13		/ 13			
	2011	19,0	1 / 13	2,5	3 / 13	/ 13		/ 13			
	2006/2011	20,0	1 / 13	-1,0	10 / 13	/ 13		/ 13			
	Progression en milliers d'euros		2000/2011	13,9	1 / 13	3,4	7 / 13	/ 13		/ 13	
INT	Taux d'investissement (% de l'EBE)	niveau 2011	36,8	5 / 7	50,1	3 / 7	/ 7		/ 7		
		2006/2011	66,3	3 / 7	55,6	4 / 7	/ 7		/ 7		
		Moyenne	2000/2011	72,3	3 / 7	60,3	4 / 7	/ 7		/ 7	

Depuis 2004, la branche connaît une baisse continue de son activité qui se retrouve tant dans l'évolution de l'emploi que de la valeur ajoutée brute ou les investissements. En volume, le Luxembourg figure même parmi les plus fortes baisses.

L'année 2011 a toutefois été marquée par une évolution favorable des prix qui aura permis un accroissement spectaculaire des marges faisant du Luxembourg le pays européen où l'EBE par emploi est le plus élevé avec 42.000 euros par emploi.

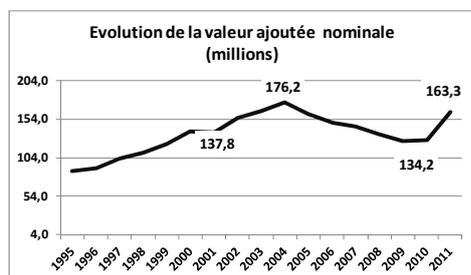
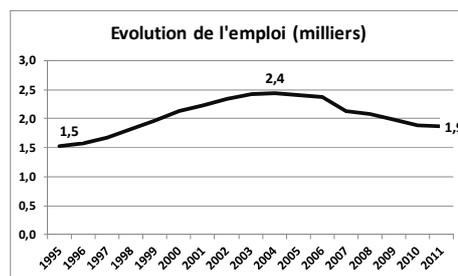
Une explication de ces évolutions contrastées pourrait être une restructuration de la branche depuis 2004 amenant à un recentrage vers des activités à plus forte valeur ajoutée brute. Il est cependant trop tôt pour l'affirmer. Il faudra en effet attendre afin de voir s'il s'agit d'une évolution durable.

Croissance

Globalement, la croissance de l'emploi est moyenne en comparaison européenne sur le long terme (7^{ème} sur 19). Après un pic en 2004, l'emploi a baissé pour revenir à un niveau inférieur à 1999.

En dehors de la forte reprise de la valeur ajoutée brute en 2011, l'évolution de l'emploi suit celle de la valeur ajoutée brute qui décline globalement depuis 2004.

Si globalement la croissance en valeur a plutôt bien progressé en comparaison européenne (7^{ème} sur 17 entre 2000 et 2011), en volume le Luxembourg se classe beaucoup moins bien (12^{ème} sur 15). En valeur comme en volume, le Luxembourg demeure à un niveau inférieur à celui de 2004. Notons que grâce à la puissante reprise de 2011, le Luxembourg se positionne particulièrement bien sur les dernières années. Avec une 1^{ère} place en 2011 et une 4^{ème} pour la période 2006-2011.



Productivité

La part des consommations intermédiaires se positionne à un niveau très moyen avec 72,6% de la production (10^{ème} sur 16). Il convient de noter qu'elles ont nettement régressé sur les dernières années avec la plus forte baisse européenne. Cependant, cela n'aura pas suffi à enrayer une tendance de long terme largement négative avec une progression des consommations intermédiaires de 5,3 points entre 2000 et 2011 (13^{ème} sur 15).

Ceci n'empêche pas le Luxembourg de demeurer à la première place du niveau de productivité européen avec 87.800 euros par emploi. Ce classement est par ailleurs le meilleur depuis 2000 où le Luxembourg se situait en moyenne à la 4^{ème} place.

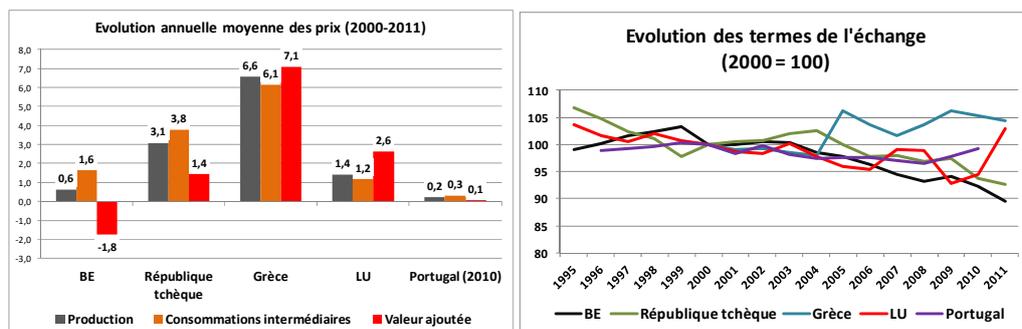


Si la progression en volume est relativement mauvaise, il convient de souligner qu'en valeur, elle se situe parmi les meilleures au cours des dernières années. Il convient toutefois de souligner que si la valeur ajoutée brute nominale s'est nettement redressée en 2011, il n'en va pas de même en volume avec une productivité qui serait toujours à un niveau inférieur à celui de 2002, alors que la productivité nominale est à son plus haut niveau historique avec 22% de plus qu'en 2004, au moment du retournement d'activité dans cette branche.

Prix

Le Luxembourg, à l'image de la Belgique et du Portugal a connu une faible progression des prix à la production. A l'image de la Grèce, le prix des consommations intermédiaires a progressé moins rapidement faisant progresser le prix implicite de la valeur ajoutée brute plus rapidement.

Cette évolution globale masque toutefois une évolution plus défavorable sur l'ensemble de la période. En effet, ce n'est qu'à la faveur de l'année 2011 que l'évolution des prix devient plus favorable pour les entreprises luxembourgeoises avec une forte progression des prix à la production pendant que les prix des consommations intermédiaires diminuaient.

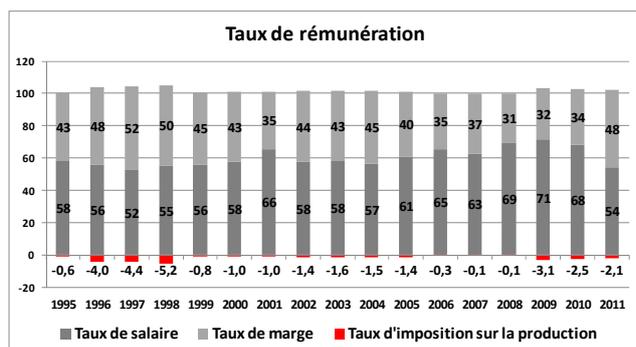


Si une interprétation classique conclurait à une perte de compétitivité prix, nous allons voir avec la rémunération des facteurs qu'il n'en est rien.

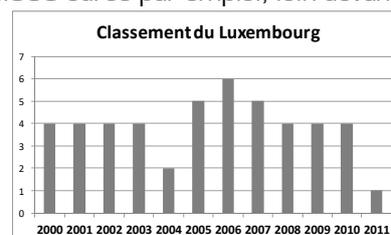
Taux de rémunération

Une fois encore, la fiscalité sur la production luxembourgeoise est l'une des plus favorables d'Europe avec des subventions qui représentent 2,1% de la valeur ajoutée brute. Le taux de salaire, avec 54,3% de la valeur ajoutée brute figure en position intermédiaire à la 8^{ème} place sur 16.

Cependant, c'est surtout à la faveur de l'année 2011 que le Luxembourg a vu son CSU baisser et en contrepartie le taux de marge progresser. Ce dernier est d'ailleurs proche de son plus haut historique atteint à la fin des années 1990.



Notons encore que l'EBE par emploi est le plus élevé d'Europe avec 42.000 euros par emploi, loin devant les autres pays européens. De même, sa progression est la plus forte. Si l'année 2011 a bien sur contribué à cette première place, on note toutefois que le Luxembourg a globalement toujours été relativement bien classé avec une 4^{ème} place en moyenne.

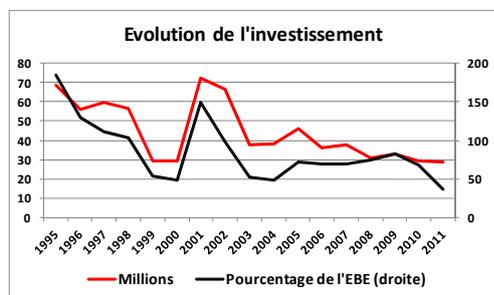


En revenant à l'évolution des prix, on peut constater que le Luxembourg a non pas subi l'augmentation des prix et donc perdu en compétitivité prix, mais au contraire

en a bénéficié. En effet, l'augmentation de prix n'a pas été provoquée par une pression des coûts, le prix des consommations intermédiaires ayant même baissé en 2011, de même que sa part dans la production avec -8,6 points en 2011. Ce ne sont donc pas les coûts de production qui ont poussé les prix. Leur augmentation a en fait permis un accroissement très fort des marges. Si problème de compétitivité prix il y avait eu, les entreprises auraient donc pu largement limiter l'augmentation de prix, mais elles ont fait le choix d'augmenter leurs marges, si bien que l'augmentation des prix loin d'être subie a été une opportunité plus qu'une contrainte et en lieu et place d'une perte de compétitivité prix, nous avons eu en fait une augmentation de « compétitivité marge ».

Investissement

En matière d'investissements, le Luxembourg se positionne plutôt bien avec une moyenne de longue période de 72,3% de l'EBE consacrés à l'investissement. Si le positionnement 2011 est nettement moins favorable, c'est également en raison de la forte progression des marges. On constate toutefois que sur le long terme, l'investissement est en recul également en valeur absolue, baisse qui doit cependant être mise en relation avec la baisse de l'activité depuis 2004.



Industrie chimique (division 20)

Cette division disposant 15 entreprises et employant 900 personnes, comprend la transformation de matières premières organiques et inorganiques par un procédé chimique et la formation de produits. Elle distingue la production de produits chimiques de base, qui constituent le premier groupe de la fabrication de produits intermédiaires et finals produits par transformation de produits chimiques de base, qui constituent les autres classes.

			LU	BE	DE	FR	UE27				
CROISSANCE	Emploi	2011	6,1	2 / 18	0,7	5 / 18	/ 18	/ 18			
		2006/2011	3,3	4 / 18	-2,2	15 / 18	/ 18	/ 18			
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	2,0	3 / 18	-1,9	12 / 18	/ 18	/ 18		
	Valeur ajoutée en valeur	2011	31,5	4 / 18	6,6	9 / 18	/ 18	-0,6	12 / 18	6,7	
		2006/2011	5,5	7 / 17	0,2	13 / 17	/ 17	1,1	11 / 17	2,3	
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	2,9	10 / 17	0,8	12 / 17	/ 17	-0,4	13 / 17	1,6
Valeur ajoutée en volume	2011	7,4	4 / 15	-1,6	10 / 15	/ 15	-11,3	13 / 15	2,6		
	2006/2011	-4,3	11 / 15	-4,6	12 / 15	/ 15	-1,3	10 / 15	0,8		
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	3,4	7 / 15	-2,8	13 / 15	/ 15	-1,2	12 / 15	1,0	
PRODUCTIVITÉ	Consommations intermédiaires (% de la production)	niveau 2011	75,6	6 / 16	77,4	9 / 16	/ 16	80,6	12 / 16		
		2011	-2,2	2 / 16	0,7	9 / 16	/ 16	2,6	14 / 16		
	Progression en points		2006/2011	-1,9	3 / 15	1,9	11 / 15	/ 15	0,9	8 / 15	
	Progression en points		2000/2011	8,3	12 / 15	4,2	8 / 15	/ 15	4,8	9 / 15	
	Valeur ajoutée en valeur (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	110,9	7 / 15	150,4	5 / 15	/ 15	/ 15	/ 15		
		2011	23,9	5 / 15	5,9	10 / 15	/ 15	/ 15	/ 15		
	Progression annuelle moyenne (%)		2006/2011	2,1	12 / 15	2,4	10 / 15	/ 15	/ 15		
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	0,9	14 / 15	2,8	9 / 15	/ 15	/ 15		
Valeur ajoutée en volume (milliers d'euros 2005 / emploi)	2011	1,2	9 / 13	-2,3	10 / 13	/ 13	/ 13	/ 13			
	2006/2011	-7,4	12 / 13	-2,4	10 / 13	/ 13	/ 13	/ 13			
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	1,4	10 / 13	-0,9	11 / 13	/ 13	/ 13			
TAUX DE REMUNERATIONS	Taux de fiscalité sur la production (% de la VA)	niveau 2011	-0,6	4 / 13	-1,7	1 / 13	/ 13	/ 13	/ 13		
		2011	-0,1	3 / 13	-0,3	1 / 13	/ 13	/ 13	/ 13		
	Progression en points		2006/2011	-0,5	5 / 13	-3,1	1 / 13	/ 13	/ 13		
	Progression en points		2000/2011		/ 12	-3,7	1 / 12	/ 12	/ 12		
	Taux de salaire (% de la VA)	niveau 2011	45,0	8 / 15	56,7	14 / 15	/ 15	/ 15	/ 15		
		2011	-8,9	2 / 15	-1,5	11 / 15	/ 15	/ 15	/ 15		
	Progression en points		2006/2011	4,3	14 / 15	0,3	12 / 15	/ 15	/ 15		
	Progression en points		2000/2011	8,6	12 / 15	-0,2	9 / 15	/ 15	/ 15		
	Taux de marge (% de la VA)	niveau 2011	55,6	7 / 13	45,0	11 / 13	/ 13	/ 13	/ 13		
		2011	9,0	2 / 13	1,8	9 / 13	/ 13	/ 13	/ 13		
Progression en points		2006/2011	-3,9	12 / 13	2,8	8 / 13	/ 13	/ 13			
Progression en points		2000/2011	-8,0	10 / 13	4,0	8 / 12	/ 12	/ 12			
EBE / Emploi (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	61,7	6 / 13	67,8	5 / 13	/ 13	/ 13	/ 13			
	2011	19,9	4 / 13	6,2	6 / 13	/ 13	/ 13	/ 13			
Progression en milliers d'euros		2006/2011	2,1	11 / 13	11,5	6 / 13	/ 13	/ 13			
Progression en milliers d'euros		2000/2011	-2,5	11 / 13	22,2	5 / 12	/ 12	/ 12			
IWT	Taux d'investissement (% de l'EBE)	niveau 2011	10,3	7 / 7	43,7	3 / 7	/ 7	/ 7			
		2006/2011	26,9	7 / 7	46,0	5 / 6	/ 6	/ 6			
	Moyenne		2000/2011	29,6	7 / 7	46,4	5 / 6	/ 6	/ 6		

L'industrie chimique connaît une croissance de la valeur ajoutée brute moyenne en comparaison européenne. Cependant, ceci n'empêche pas les entreprises de poursuivre leurs recrutements, faisant du Luxembourg un des rares pays où l'emploi progresse.

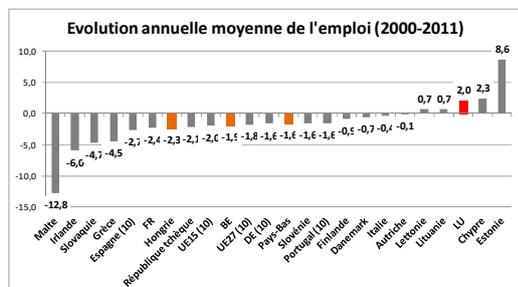
L'activité a tout particulièrement souffert de la crise avec une forte baisse de la valeur ajoutée brute qui a presque été divisée par 2 en volume. En outre, compte tenu d'une évolution défavorable des prix, les prix de ventes diminuant légèrement (-0,1% par an depuis 2000), pendant que ceux des consommations intermédiaires augmentent de 0,4% par an, les marges se contractent mécaniquement et la valeur ajoutée en volume progresse plus rapidement qu'en valeur.

Cependant, le Luxembourg n'est pas le seul dans cette situation qui semble plutôt traduire une évolution générale.

Malgré ces évolutions moyennes et défavorables sur les prix, les marges luxembourgeoises restent à un niveau intermédiaire à la faveur d'une évolution favorable en 2011.

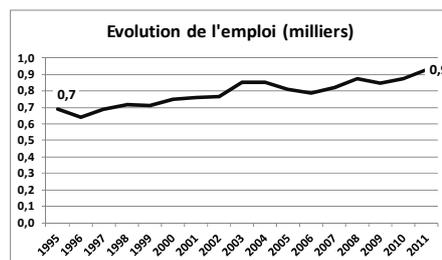
Croissance

La croissance de l'emploi est particulièrement forte au Luxembourg avec une progression quasi continue de l'emploi. Cette progression figure même parmi les plus fortes en Europe, surtout sur le long terme (3^{ème} sur 18). Cette progression doit beaucoup à la seule année 2011 où il a progressé de 6,1%.



Notons que tout comme pour le textile, le

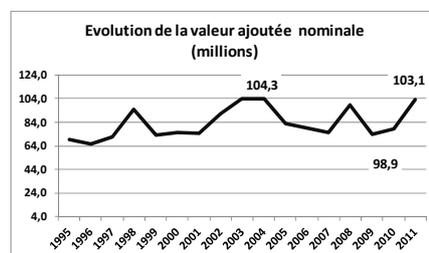
Luxembourg présente une situation atypique puisqu'il est le seul pays de l'UE15 ayant connu une progression de son emploi.



Concernant la valeur ajoutée brute, le Luxembourg a connu une évolution nettement moins favorable avec des progressions moyennes en comparaison européenne. 10^{ème} sur 17 pour la valeur ajoutée brute nominale et 7^{ème} sur 15 en volume.

On peut remarquer des évolutions très divergentes entre la progression de la valeur ajoutée brute en volume et en valeur, sans doute signe d'une certaine volatilité des prix.

La valeur ajoutée en volume a été lourdement marquée par la crise avec presque une division par deux entre 2008 et 2011. Cette évolution rend paradoxale celle de l'emploi qui dans la même période a connu une progression



Productivité

La part des consommations intermédiaires, avec 75,6% figure en plutôt bonne place et si elle est en baisse sur les dernières années, depuis 2000 elle a progressé de 8,3 points, soit une des plus fortes progressions européennes.

Le niveau de productivité, avec 110.900 euros par emploi est à un niveau intermédiaire avec une 7^{ème} place sur 15 en 2011. Ce niveau est toutefois sur une pente légèrement descendante, malgré le fort redressement de 2011.



En volume, la progression est plus favorable malgré la forte baisse depuis le déclenchement de la crise.



Cependant, elle reste positive sur le long terme, bien qu'en progression relativement faible.

Cependant, et compte tenu de la progression de l'emploi forte en 2011, cette évolution semble plus conjoncturelle que structurelle.

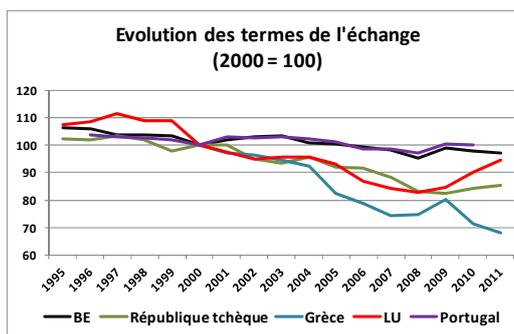
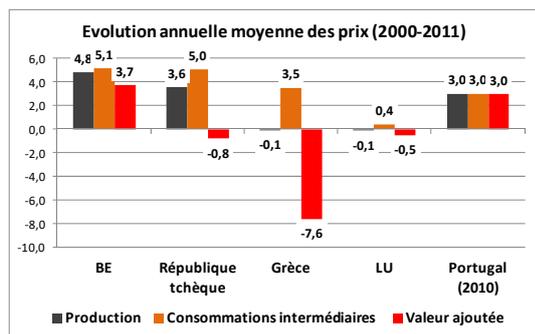
Cette évolution plus favorable en volume qu'en valeur semble indiquer une évolution défavorable des prix avec une nécessité de compenser une baisse des prix comme semble l'indiquer une

croissance de la valeur ajoutée brute plus forte en volume qu'en valeur.

Prix

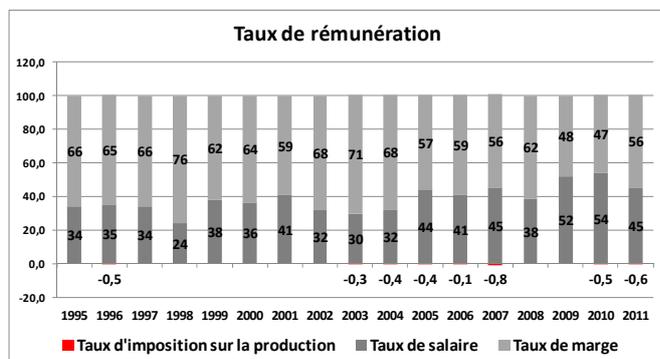
Au Luxembourg comme dans les autres pays, la progression des prix à la production est plus faible que ceux des consommations intermédiaires. De ce fait, les prix implicites de la valeur ajoutée brute progressent moins rapidement que ceux de la production. Loin d'être un gain de compétitivité prix, comme pour le Luxembourg où le déflateur de valeur ajoutée brute diminue, cette évolution traduit plutôt une perte de compétitivité coût dans la mesure où les prix de vente augmentent moins rapidement que les prix des intrants.

Ce phénomène s'illustre dans l'évolution des termes de l'échange qui sont plutôt orientés à la baisse comprimant ainsi mécaniquement la valeur ajoutée. On notera cependant une nette amélioration au Luxembourg sur les deux dernières années.

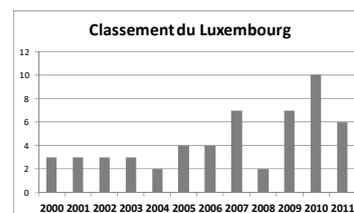


Taux de rémunération

Le CSU, avec 45% de la valeur ajoutée brute se situe à un niveau médian (8^{ème} sur 15). Ce dernier avait nettement progressé à la faveur du retournement conjoncturel, mais a pu revenir en 2011 à son niveau d'avant crise qui reste toutefois à un niveau historiquement élevé. En termes d'évolution, figure parmi les plus fortes progressions avec 8,6 points de plus depuis 2000.



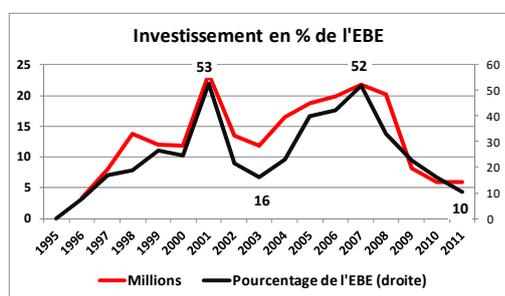
En valeur absolue, que l'EBE par emploi, avec 55.600 euros figure également en position intermédiaire. Et malgré la progression de 2011, sur le long terme, celui-ci demeure relativement stable, ou en légère baisse. Cependant, comme il a progressé dans la plupart des autres pays, le classement luxembourgeois s'est plutôt dégradé. Au début des années 2000, il se positionnait en 3^{ème} position, et en 2011 à la 6^{ème}



Investissement

L'investissement est très volatile. Ceci s'explique sans doute par la lourdeur des investissements leur caractère ponctuel et donc peu régulier dans le temps.

Cependant, dans la comparaison européenne, le Luxembourg figure en mauvaise position concernant l'investissement quelle que soit la période (7^{ème} sur 7).



Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique et autres produits minéraux non métalliques (divisions 22, 23)

La division 22 « Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique » qui actuellement compte 27 entreprises couvre en fait la fabrication du caoutchouc et des plastiques. Cette division se caractérise par les matières premières travaillées ce qui ne veut pas dire que tous les produits en ces matières relèvent nécessairement de cette division.

La division 23 « Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » composée de 39 entreprises, comprend différentes activités manufacturières relatives chacune à un même matériau d'origine minérale. Cette division comprend l'industrie du verre sous toutes ses formes (verre plat, verre creux, fibres, articles techniques, etc.), celle des produits céramiques, carreaux et matériaux en terre cuite, ainsi que les filières du ciment et du plâtre, de la matière première jusqu'aux articles finis. Enfin, le travail de la pierre et des autres produits minéraux figure aussi dans cette division.

Ensemble ces divisions disposent donc de 66 entreprises et emploient 6.600 personnes.

			LU	BE	DE	FR	UE27			
CROISSANCE	Emploi	2011	2,0	7 / 19	-0,4	14 / 19	/ 19	/ 19		
		2006/2011	-1,7	9 / 19	-1,5	8 / 19	/ 19	/ 19		
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-0,8	10 / 19	-1,4	14 / 19	/ 19	/ 19	
	Valeur ajoutée en valeur	2011	43,9	1 / 18	8,7	8 / 18	/ 18	-2,7	16 / 18	4,7
		2006/2011	4,8	2 / 17	-0,1	8 / 17	/ 17	-3,9	13 / 17	-0,8
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	1,9	9 / 17	1,0	12 / 17	/ 17	-1,2	14 / 17
Valeur ajoutée en volume	2011	10,1	6 / 15	13,8	3 / 15	/ 15	3,4	11 / 15	5,7	
	2006/2011	-6,5	13 / 15	2,2	3 / 15	/ 15	-1,5	7 / 15	-1,3	
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-2,4	13 / 15	1,8	7 / 15	/ 15	1,0	8 / 15	0,6
PRODUCTIVITE	Consommations intermédiaires (% de la production)	niveau 2011	71,4	14 / 16	69,7	7 / 16	/ 16	70,5	10 / 16	
		2011	-5,4	1 / 16	1,0	9 / 16	/ 16	3,1	15 / 16	
		2006/2011	2,9	9 / 15	2,8	8 / 15	/ 15	4,6	15 / 15	
		Progression en points		2000/2011	11,5	15 / 15	2,6	5 / 15	/ 15	8,7
	Valeur ajoutée en valeur (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	104,7	1 / 16	83,4	2 / 16	/ 16	/ 16	/ 16	
		2011	41,1	1 / 16	9,2	7 / 16	/ 16	/ 16	/ 16	
	2006/2011	6,6	1 / 16	1,4	8 / 16	/ 16	/ 16	/ 16		
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	2,7	10 / 16	2,5	12 / 16	/ 16	/ 16	
	Valeur ajoutée en volume (milliers d'euros 2005 / emploi)	2011	7,9	5 / 14	14,2	2 / 14	/ 14	/ 14	/ 14	
		2006/2011	-4,9	12 / 14	3,8	2 / 14	/ 14	/ 14	/ 14	
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-1,6	13 / 14	3,2	6 / 14	/ 14	/ 14		
TAUX DE REMUNERATIONS	Taux de fiscalité sur la production (% de la VA)	niveau 2011	0,0	6 / 14	-2,4	1 / 14	/ 14	/ 14		
		2011	0,0	4 / 14	-0,3	1 / 14	/ 14	/ 14		
		2006/2011	0,1	8 / 14	-3,4	1 / 14	/ 14	/ 14		
		Progression en points		2000/2011	0,0	9 / 14	-4,1	1 / 14	/ 14	
	Taux de salaire (% de la VA)	niveau 2011	53,6	6 / 16	68,3	13 / 16	/ 16	/ 16		
		2011	-19,3	1 / 16	-2,6	7 / 16	/ 16	/ 16		
		2006/2011	-10,4	1 / 16	4,2	8 / 16	/ 16	/ 16		
	Progression en points		2000/2011	-4,6	4 / 16	5,1	9 / 16	/ 16		
	Taux de marge (% de la VA)	niveau 2011	46,5	6 / 14	34,1	10 / 14	/ 14	/ 14		
		2011	19,3	1 / 14	2,9	6 / 14	/ 14	/ 14		
2006/2011		10,3	1 / 14	-0,8	6 / 14	/ 14	/ 14			
Progression en points		2000/2011	4,6	2 / 14	-1,1	5 / 14	/ 14			
EBE / Emploi (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	48,6	1 / 14	28,5	2 / 14	/ 14	/ 14			
	2011	28,5	1 / 14	4,6	5 / 14	/ 14	/ 14			
	2006/2011	21,2	1 / 14	1,3	7 / 14	/ 14	/ 14			
Progression en milliers d'euros		2000/2011	16,0	1 / 14	6,0	6 / 14	/ 14			
IWT	Taux d'investissement (% de l'EBE)	niveau 2011	51,3	5 / 8	53,2	4 / 8	/ 8	/ 8		
		2006/2011	102,5	1 / 8	55,3	5 / 8	/ 8	/ 8		
		Moyenne	2000/2011	76,1	2 / 8	57,5	5 / 8	/ 8	/ 8	

Cette branche industrielle se porte plutôt bien au Luxembourg. Certes, l'emploi y est en déclin, mais au même titre que dans la plupart des pays, le Luxembourg faisant même partie des pays ayant connu une moins forte baisse que la plupart des pays de l'UE15.

En matière de croissance de la valeur ajoutée brute, les résultats sont plus mitigés, surtout en volume. Il convient toutefois de souligner que ce résultat, plus que d'un manque d'activité doit à une progression spectaculaire des consommations intermédiaires qui entre 2005 et 2011 ont progressé de 46% pendant que la production, toujours en volume n'augmentait « que » de 19%.

Malgré cela, le Luxembourg a connu une forte baisse du CSU, de même qu'une progression du taux de marge qui a nettement profité d'une amélioration de ses termes de l'échange sur les dernières années. Avec 48.600 euros par emploi, le Luxembourg est numéro un de la rentabilité, mais il est également numéro un de la progression de cette rentabilité.

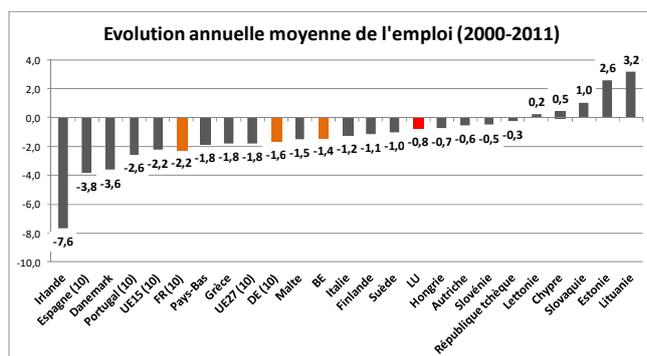
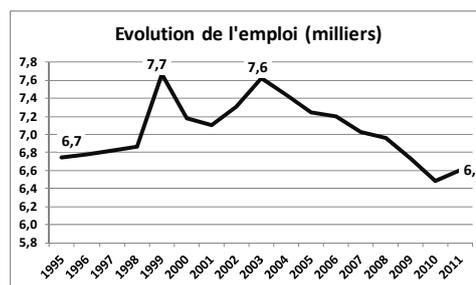
Signe positif de confiance en l'avenir, la tendance des investissements est à la hausse en valeur absolue comme relativement aux ressources disponibles.

Croissance

Globalement, la croissance de l'emploi est plutôt négative, même si 2011 marque une progression de 2%. Il s'agit, à court comme à long terme d'une croissance moyenne en comparaison européenne.

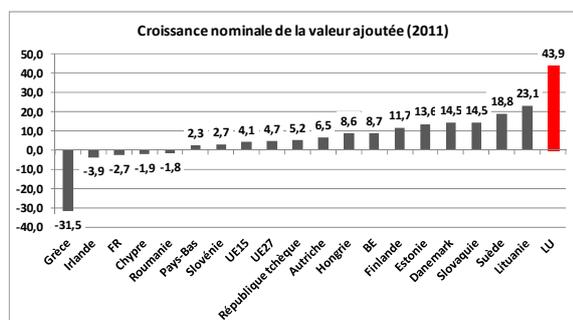
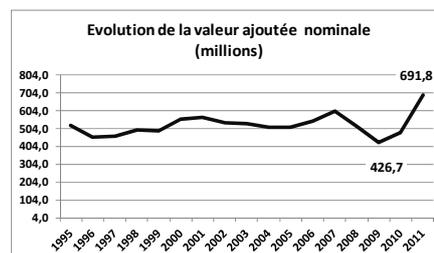
Par rapport à 2003, le secteur a perdu 1000 emplois. Il convient toutefois de noter qu'il s'agit d'un mouvement généralisé en Europe où seuls quelques nouveaux Etats membres parviennent à connaître une croissance de l'emploi.

Aussi, globalement, le Luxembourg connaît-il une baisse plutôt moins marquée que la plupart des pays et fait nettement mieux que ses voisins.



Du côté de la valeur ajoutée brute, la croissance luxembourgeoise est en demi-teinte. En valeur, sur le long terme, elle se situe au 9^{ème} rang sur 19 avec 1,9% par an.

Mais surtout, après une période de relative stabilité jusqu'à la crise, le Luxembourg a connu une croissance exceptionnelle de 43,9% en 2011.

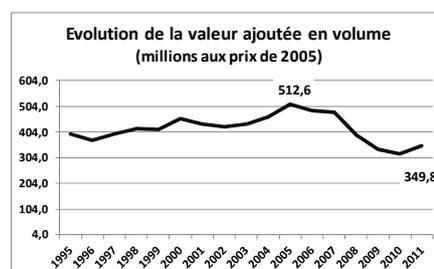


Si la plupart des pays européens a bénéficié d'une forte reprise en 2011, le Luxembourg s'en tire particulièrement bien avec une progression spectaculaire en comparaison.

En volume, on note également une reprise en 2011 (+10,1%), mais avec toutefois un classement moins bon qu'en valeur (6^{ème} sur 15).

En volume, le niveau de valeur ajoutée brute demeure inférieur à celui de 2005. Notons également que si la crise a fortement touché ce secteur, le déclin lui est antérieur, le pic ayant été observé en 2005.

Quoi qu'il en soit, que ce soit en volume ou en valeur, le Luxembourg semble avoir mieux bénéficié de la reprise de 2011 que les autres pays européens, avec un double avantage d'une reprise en volume et d'un effet prix qui a fait croître la valeur ajoutée brute nominale de manière spectaculaire en 2011.



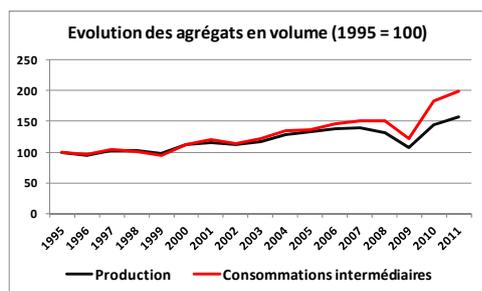
Productivité

La part des consommations intermédiaires, en forte baisse en 2011 a contribué à la progression de la valeur ajoutée brute nominale. Cependant, sur le long terme, elle est en très nette progression de 11,5 points (plus mauvaise performance européenne). En 2011, avec des consommations intermédiaires représentant 71,4% de la valeur ajoutée brute, le Luxembourg se positionnait à la 14^{ème} position sur 16.

Malgré cette forte progression des consommations intermédiaires, le Luxembourg possède le plus fort niveau de productivité avec 104.700 euros par emploi, même si sa progression à long terme est intermédiaire. Le Luxembourg est d'ailleurs revenu à la première place qu'il occupait au début des années 2000 après un passage par la 5^{ème} place en 2009. Le 2^{ème} pays européen, la Suède ne dispose que d'une valeur ajoutée brute de 79.000 euros par emploi.

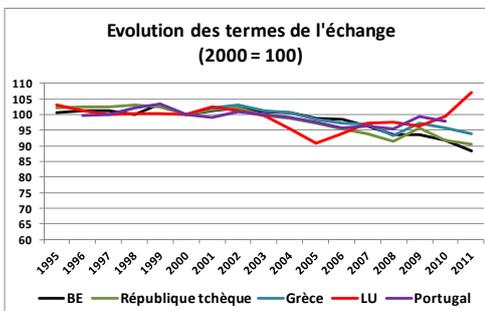
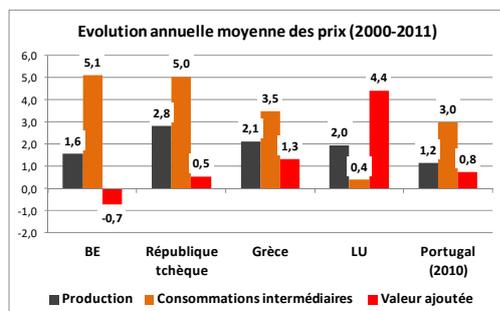
En volume, la progression luxembourgeoise est plus mitigée avec une baisse de 1,6% par an depuis 2000 (13^{ème} sur 14). Cette baisse est, conformément à l'évolution de la valeur ajoutée brute en volume essentiellement due à la fin de période.

Cette évolution doit toutefois être relativisée. En effet, alors que production et consommations intermédiaires avaient pendant longtemps progressé au même rythme en volume, on note un décrochage important à partir de 2006 (début du déclin de la valeur ajoutée brute en volume). Ce décrochage s'est même nettement accentué en 2010. Pendant qu'entre 2005 et 2011 la production augmentait de 19% en volume, les consommations intermédiaires progressaient, elles, de 46%. Ceci a donc fortement pesé non seulement sur la croissance en volume, mais également sur les gains de productivité.



Prix

Concernant les évolutions de prix, le Luxembourg se situe dans une position particulière en étant le seul pays à avoir vu le prix de ses consommations intermédiaires progresser moins rapidement que celui de la production. Ce phénomène ne doit pourtant qu'aux deux dernières années qui ont vu les entreprises luxembourgeoises bénéficier d'une amélioration de leurs termes de l'échange. Avec pour contrepartie, un déflateur de valeur ajoutée brute progressant nettement plus rapidement que dans les autres pays, alors même que l'évolution des prix de la production augmentaient dans la norme.

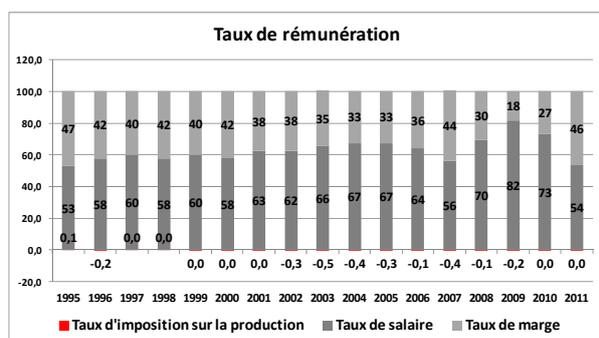


Cette évolution favorable des prix se répercute de manière très favorable sur les marges.

Taux de rémunération

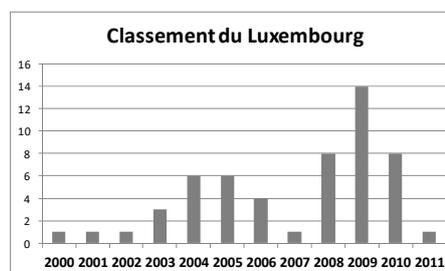
Le CSU luxembourgeois, se situe à un niveau intermédiaire avec la 6^{ème} place sur 16. Il convient cependant de souligner que le Luxembourg figure parmi les plus fortes baisses européennes. Ceci est vrai sur les dernières années (plus forte baisse européenne), à la faveur de la forte progression de la valeur ajoutée brute, mais même sur le long terme, le Luxembourg a enregistré la 4^{ème} plus forte baisse européenne avec 4,6 points de moins.

Remarquons également qu'avec 54% de taux de salaire, le Luxembourg est revenu, malgré la montée liée à la crise, à un niveau particulièrement bas, jamais rencontré depuis 1995.



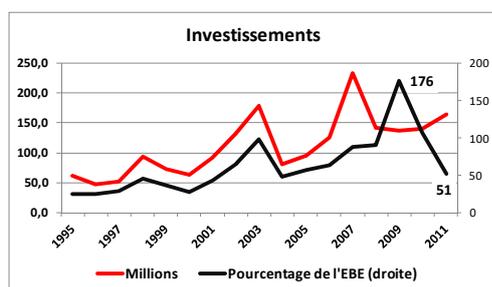
De ce fait, le taux de marge, bien qu'à un niveau moyen (6^{ème} sur 16), a connu une des plus fortes progressions européennes. De même, l'EBE par emploi est le plus élevé avec 48.600 euros par emploi, et c'est également au Luxembourg qu'il a le plus progressé.

En termes de classement, le Luxembourg a d'ailleurs retrouvé sa première place après avoir durement subi la crise.



Investissement

Signe des bonnes perspectives de la branche, les investissements, tant en valeur absolue rapportés aux ressources sont plutôt en progression. Même si l'année 2009 est atypique en raison de la baisse de la valeur ajoutée brute, la tendance demeure. Notons que 2011 constitue également un point atypique en raison de la forte croissance nominale.



Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements (division 24)

La division 24 « Métallurgie » constituée par 7 entreprises comprend les activités de fonte et de raffinage de métaux ferreux et non ferreux à partir de minerais, de fonte brute ou de ferraille, en utilisant des procédés électrométallurgiques et autres techniques métallurgiques.

Cette division comprend également la fabrication des alliages et superalliages de métaux en intégrant d'autres éléments chimiques aux métaux purs. Le résultat de la fonte et du raffinage, généralement sous forme de lingots, est utilisé dans les opérations de laminage, d'étirage et d'extrusion pour fabriquer des plaques, des feuilles, des bandes, des barres, des tiges ou du fil ou des tubes, tuyaux, profilés creux et, sous forme fondue, pour fabriquer des pièces et autres produits de base en métal.

La division 25 « Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements » se compose de 192 entreprises traitant de la fabrication de produits en "pur" métal (tels que pièces, conteneurs et structures), habituellement avec une fonction statique, inamovible, par opposition aux divisions 26-30, qui concernent des combinaisons ou assemblages de tels produits en métal (parfois avec d'autres matériaux) en unités plus complexes qui, à moins qu'elles ne soient purement électriques, électroniques ou optiques, fonctionnent avec des pièces mobiles. La fabrication d'armes et de munitions relève également de cette division.

Ces divisions emploient 9.300 personnes et dispose de 199 entreprises.

			LU	BE	DE	FR	UE27				
CROISSANCE	Emploi	2011	-1,7	15 / 19	-0,2	12 / 19	/ 19	/ 19			
		2006/2011	-1,4	13 / 19	-1,9	15 / 19	/ 19	/ 19			
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-1,3	16 / 19	-1,1	15 / 19	/ 19	/ 19		
	Valeur ajoutée en valeur	2011	30,7	2 / 18	15,2	7 / 18	/ 18	16,1	6 / 18	9,8	
		2006/2011	-4,5	15 / 17	-0,2	10 / 17	/ 17	2,4	4 / 17	-0,2	
	Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-1,2	16 / 17	1,4	11 / 17	/ 17	1,1	12 / 17	1,8
Valeur ajoutée en volume	2011	-5,8	15 / 15	10,4	4 / 15	/ 15	9,4	6 / 15	7,5		
	2006/2011	-2,6	11 / 15	2,0	3 / 15	/ 15	1,2	5 / 15	-1,2		
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-4,9	15 / 15	0,7	7 / 15	/ 15	0,4	9 / 15	0,3	
PRODUCTIVITE	Consommations intermédiaires (% de la production)	niveau 2011	82,8	16 / 16	79,8	15 / 16	/ 16	68,8	4 / 16		
		2011	-3,0	1 / 16	-0,6	3 / 16	/ 16	-1,9	2 / 16		
		2006/2011	2,1	9 / 15	0,6	5 / 15	/ 15	-2,7	1 / 15		
	Progression en points		2000/2011	7,7	15 / 15	5,9	11 / 15	/ 15	3,4	8 / 15	
	Valeur ajoutée en valeur (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	64,0	5 / 16	77,1	2 / 16	/ 16		/ 16		
		2011	33,0	1 / 16	15,4	4 / 16	/ 16		/ 16		
Progression annuelle moyenne (%)		2006/2011	-3,1	14 / 16	1,7	5 / 16	/ 16		/ 16		
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	0,1	16 / 16	2,5	12 / 16	/ 16		/ 16		
Valeur ajoutée en volume (milliers d'euros 2005 / emploi)	2011	-4,1	14 / 14	10,6	4 / 14	/ 14		/ 14			
	2006/2011	-1,2	7 / 14	3,9	2 / 14	/ 14		/ 14			
Progression annuelle moyenne (%)		2000/2011	-3,6	14 / 14	1,9	7 / 14	/ 14		/ 14		
TAUX DE REMUNERATIONS	Taux de fiscalité sur la production (% de la VA)	niveau 2011	-7,1	1 / 15	-3,1	2 / 15	/ 15		/ 15		
		2011	1,0	15 / 15	-0,1	2 / 15	/ 15		/ 15		
		2006/2011	-6,3	1 / 14	-3,6	2 / 14	/ 14		/ 14		
	Progression en points		2000/2011	-2,9	2 / 15	-4,3	1 / 15	/ 15		/ 15	
	Taux de salaire (% de la VA)	niveau 2011	93,1	16 / 16	68,8	13 / 16	/ 16		/ 16		
		2011	-27,0	1 / 16	-8,4	2 / 16	/ 16		/ 16		
		2006/2011	13,1	15 / 16	0,7	2 / 16	/ 16		/ 16		
	Progression en points		2000/2011	20,4	15 / 16	-2,2	7 / 16	/ 16		/ 16	
	Taux de marge (% de la VA)	niveau 2011	14,0	14 / 15	34,3	10 / 15	/ 15		/ 15		
		2011	26,0	1 / 15	8,5	2 / 15	/ 15		/ 15		
2006/2011		-6,8	9 / 14	2,9	2 / 14	/ 14		/ 14			
Progression en points		2000/2011	-17,4	14 / 15	6,5	3 / 15	/ 15		/ 15		
EBE / Emploi (milliers d'euros / emploi)	niveau 2011	9,0	12 / 15	26,5	2 / 15	/ 15		/ 15			
	2011	14,7	1 / 15	9,2	2 / 15	/ 15		/ 15			
	2006/2011	-6,6	12 / 14	4,2	2 / 14	/ 14		/ 14			
Progression en milliers d'euros		2000/2011	-11,0	15 / 15	10,2	3 / 15	/ 15		/ 15		
IVT	Taux d'investissement (% de l'EBE)	niveau 2011	283,7	1 / 9	41,7	6 / 9	/ 9		/ 9		
		2006/2011	2,7	9 / 9	57,2	3 / 9	/ 9		/ 9		
		Moyenne	2000/2011	55,9	4 / 9	61,8	2 / 9	/ 9		/ 9	

L'emploi de la branche est en déclin constant depuis 1995 avec une perte de 2.600 emplois depuis. De même, la valeur ajoutée brute, nominale ou en volume figurent parmi les plus fortes baisses européennes. Ainsi, même les niveaux de valeur ajoutée brute totale sont-ils inférieurs à ceux du début des années 2000, malgré la très forte progression de la valeur ajoutée brute nominale en 2011.

Il faut dire que depuis 2005, les consommations intermédiaires ont progressé plus rapidement que la production en volume [-21% pour la production en volume contre -12% pour les consommations intermédiaires]. La part de ses dernières est d'ailleurs la plus élevée d'Europe. S'agit-il d'une stratégie choisie d'un groupe ?

Ce phénomène a par ailleurs été accentué par une des consommations intermédiaires ayant augmenté plus rapidement que ceux de la production depuis 2009.

Ceci a bien sûr pesé sur les gains de productivité dont le niveau 2011 demeure malgré tout à une très bonne 5^{ème} place sur 16.

Quoiqu'il en soit, le CSU luxembourgeois est le plus élevé. Effet de la présence du siège social à Luxembourg ? Il ne semble pas. Le Luxembourg dispose depuis longtemps d'un taux de salaire relativement élevé en comparaison européenne.

Malgré tout, le taux d'investissement luxembourgeois demeure honorable en se situant à un niveau intermédiaire, malgré les marges négatives des années 2009-2010.

Croissance

L'emploi est clairement sur une pente descendante et que ce soit à court ou à long terme, le Luxembourg figure parmi les pays ayant connu la plus forte baisse de l'emploi. Le phénomène s'est accéléré depuis 2008 avec un peu plus de 800 emplois en moins, soit une baisse de 8%.

De même, concernant la valeur ajoutée brute, le Luxembourg figure parmi les plus fortes baisses européennes.

En valeur, la baisse est particulièrement marquée par rapport à 2007 et même si l'on note un fort redressement en 2011, la valeur ajoutée demeure à un niveau correspondant à la moitié de ce qu'il était avant la crise.

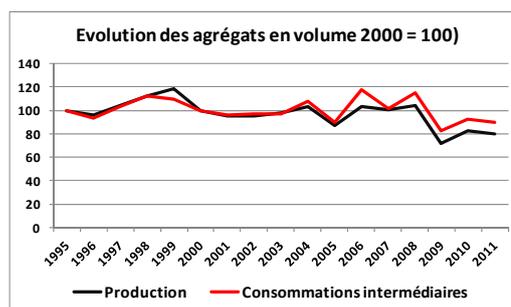
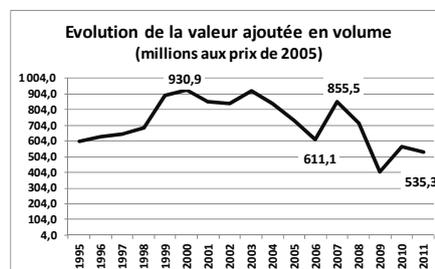
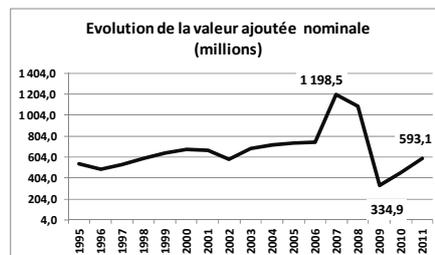
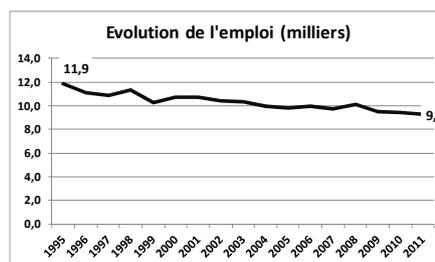
En volume, la baisse est beaucoup plus continue, le pic ayant été atteint en 2000.

Notons que compte tenu de l'importance de cette branche, dans l'industrie manufacturière elle peut à elle seule modifier totalement la lecture que l'on peut avoir de l'ensemble de l'industrie manufacturière. En effet, en 2007, cette branche représentait 40% de la valeur ajoutée brute manufacturière, en 2011, elle n'en représentait plus que 22%.

Aussi, si, même en valeur, la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière n'a pas retrouvé son niveau de 2007 (-11%), hors sidérurgie, la progression est de 16%. Plus que de déclin industriel, il semblerait donc plus juste de parler d'un recul du pan le plus important de l'industrie manufacturière représenté essentiellement par un seul groupe dont la stratégie rejaillit sur l'ensemble de la vision de l'industrie luxembourgeoise.

Productivité

Cette mauvaise performance en matière de valeur ajoutée brute doit cependant beaucoup à l'évolution des consommations intermédiaires. En effet, avec en 2011 82,8% de la production brute, le Luxembourg figure à la 16^{ème} place sur 16 au regard de leur importance. En outre, sur le long terme, et malgré une baisse de trois points en 2011, c'est également au Luxembourg que la progression des consommations intermédiaires a été la plus élevée en Europe, avec 7,7 points de plus depuis 2000.

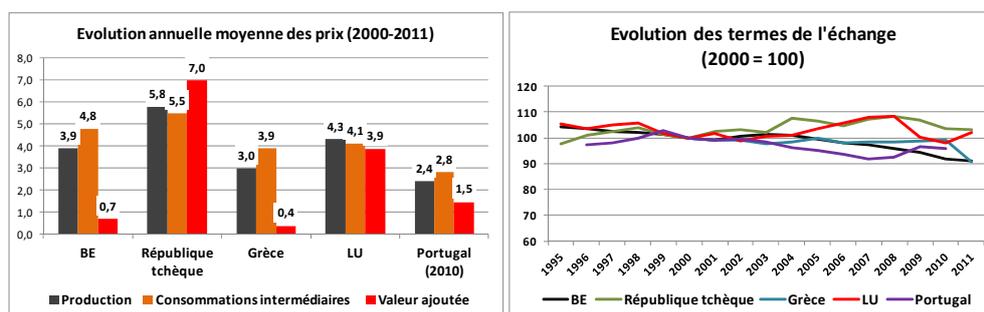


On remarquera que c'est à partir de 2006 que les consommations intermédiaires ont commencé à progresser plus rapidement que la production.

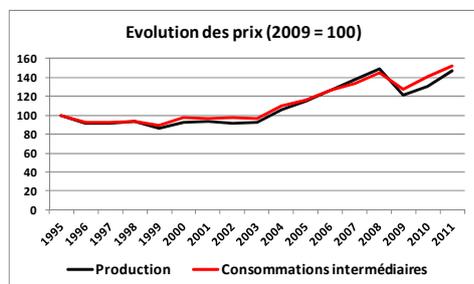
De fait, la productivité connaît une évolution plutôt défavorable en volume comme en valeur. Malgré tout, avec 64.000 euros par emploi, le niveau de productivité luxembourgeois se positionne à une honorable 5^{ème} place sur 16.

Prix

Sur l'ensemble de la période, les prix de la production ont progressé à un rythme similaire à ceux des consommations intermédiaires. De ce fait, les termes de l'échange des entreprises du secteur sont globalement stables.



On note cependant depuis 2009 une inversion de tendance avec des prix des consommations intermédiaires qui ont plus progressé que ceux à la productivité. Cette évolution défavorable des prix conjuguée à une forte augmentation de la part des consommations intermédiaires a donc fortement pesé sur la valeur ajoutée brute des entreprises.

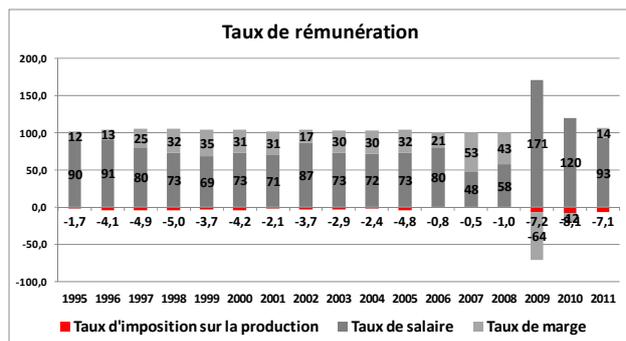


Taux de rémunération

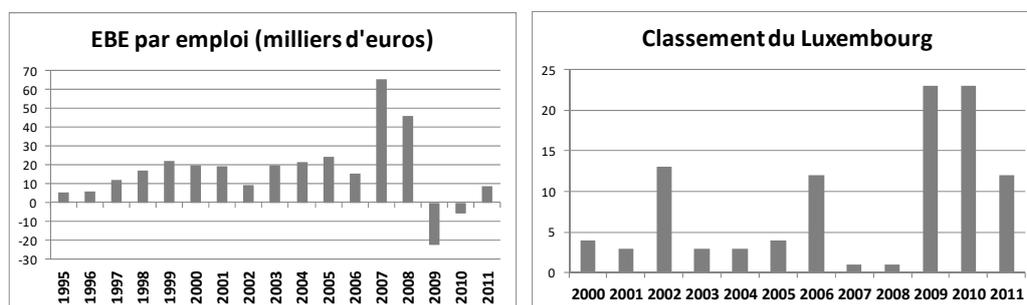
Compte tenu de l'évolution de la valeur ajoutée brute, le Luxembourg possède un taux de salaire particulièrement élevé avec 93,1% de la valeur ajoutée brute, le taux le plus élevé d'Europe. Ce taux est cependant compensé partiellement par des subventions qui représentent 7,1% de la valeur ajoutée brute.

Il convient toutefois de garder à l'esprit qu'en 2011, les salaires ne représentaient que 16% des coûts d'exploitation (salaires plus consommations intermédiaires). Jusqu'en 2005, ils en représentaient autour de 20, signe que les coûts des consommations intermédiaires ont progressé plus rapidement que les coûts salariaux.

La situation s'est toutefois améliorée en 2011 par rapport à 2010 et surtout 2009, où l'EBE était même négatif. Notons encore que mis à part en 2007 et 2008, deux années exceptionnelles, le Luxembourg a toujours figuré parmi les plus forts CSU.

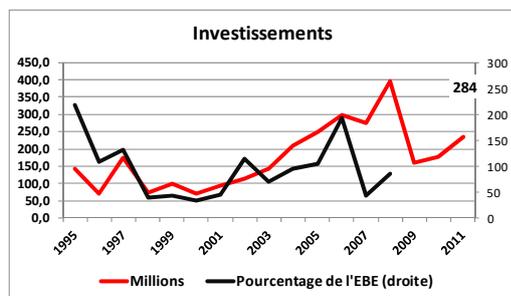


En 2011, le Luxembourg a donc renoué avec une marge d'exploitation positive mais son niveau demeure inférieur à ce que le Luxembourg a connu par le passé. Ceci se reflète dans le classement européen. Si de manière cyclique, le Luxembourg connaît des classements moins flatteurs, le Luxembourg figurait généralement autour de la 3^{ème} 4^{ème} place.



Investissement

Malgré cela, l'investissement demeure à un niveau élevé avec encore 284% de l'EBE en 2011. Même si l'investissement a diminué en valeur absolue à partir de 2009, le Luxembourg dispose régulièrement d'un des taux d'investissement les plus élevés. Celui-ci dépasse d'ailleurs régulièrement celui de l'EBE.



Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (division 26)

Cette division couvre la fabrication d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques, d'équipements de communication et de produits électroniques similaires, ainsi que la fabrication de composants pour ces produits. Les processus de production dans cette division se caractérisent par la conception et l'utilisation de circuits intégrés et l'application de technologies de miniaturisation extrêmement spécialisées.

La division 26 comprend également la fabrication de produits électroniques grand public, d'instruments de mesure de contrôle et de navigation, d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements électromédicaux et électrothérapeutiques, d'équipements et d'instruments optiques, ainsi que la fabrication de supports magnétiques et optiques.